

Rapport annuel d'activités

2014

DG ITEC

Table des matières

0. SYNTHÈSE DE L'EXÉCUTION DU BUDGET.....	3
1. OBJECTIFS	4
1.1. Objectifs de la direction générale	4
1.2. Évaluation de la faisabilité et des risques potentiels associés	5
2. ÉVALUATION DES RÉSULTATS DES OPÉRATIONS PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS - UTILISATION DES RESSOURCES.....	7
2.1. Environnement de la direction générale	7
2.2. Ressources humaines de la DG	7
2.3. Exécution budgétaire 2014	8
2.3.1. Crédits finaux et crédits initiaux.....	8
2.3.2. Crédits finaux et crédits engagés	12
2.3.3. Crédits engagés et paiements effectués	12
2.3.4. Utilisation des crédits reportés automatiquement et non automatiquement de 2013 à 2014	13
2.3.5. Utilisation des crédits correspondant à des recettes affectées	13
2.4. Résultats obtenus	14
3. ÉVALUATION ET EFFICACITÉ DU CONTRÔLE INTERNE, Y COMPRIS UNE ÉVALUATION GLOBALE DU RAPPORT COÛT- EFFICACITÉ DES CONTRÔLES (ART 66.9 RF).	23
4. CONCLUSIONS.....	24
5. DÉCLARATION DE L'ORDONNATEUR DÉLÉGUÉ.....	27
6. ANNEXES	28
6.1. Relevés d'exécution budgétaire 2014	28
6.2. Rapport sur le respect des délais de paiement	35
6.3. Liste des exceptions - dérogations à la réglementation	37
6.4. Obligations contractuelles de longue durée.....	40
6.5. Procédures négociées exceptionnelles - articles 53, 134 et 135 RAP	46
6.6. Résultat des évaluations ex-post.....	48
6.7. Fonctions sensibles	48
6.8. Évaluation de la mise en œuvre des normes minimales de contrôle interne	49

0. SYNTHÈSE DE L'EXÉCUTION DU BUDGET

à remplir par la DG		calcul		ITEC
Code	Appropriation type	Type de crédits	Formule	EUR ou %
	2014 appropriations	Crédits 2014		
A	Initial appropriations	Crédits initiaux		115 532 195,00
B	Final appropriations	Crédits finaux		106 648 781,00
C	Commitments	Engagements		104 972 462,05
D	Commitments in % of final appropriations	Engagements en % des crédits finaux	$D=C/B$	98 %
E	Payments	Paiements		65 424 952,11
F	Payments in % of commitments	Paiements en % des engagements	$F=E/C$	62 %
G	Cancellations of 2014 final appropriations	Annulations de crédits finaux 2014	$G=B-C-K$	1 676 318,95
H	Cancellations of appropriations in % of final appropriations	Annulations en % des crédits finaux	$H=G/B$	2 %
	Appropriations carried over from 2014 to 2015	Crédits reportés de 2014 à 2015		
I	Automatic carryovers from 2014 to 2015	Crédits reportés automatiquement de 2014 à 2015	$I=C-E$	39 547 509,94
J	Automatic carryovers from 2014 to 2015 in % of commitments	Crédits reportés automatiquement de 2014 à 2015 en % des engagements	$J=I/C$	38 %
K	Non-automatic carryovers from 2014 to 2015	Crédits reportés non-automatiquement de 2014 à 2015		
L	Non-automatic carryovers from 2014 to 2015 in % of final appropriations	Crédits reportés non-automatiquement de 2014 à 2015 en % des crédits finaux	$L=K/B$	-
	Appropriations carried over from 2013 to 2014	Crédits reportés de 2013 à 2014		
M	Automatic carryovers from 2013 to 2014	Crédits reportés automatiquement de 2013 à 2014		48 720 496,68
N	Payments against automatic carryovers from 2013 to 2014	Paiements sur crédits reportés automatiquement de 2013 à 2014		47 094 251,63
O	Payments against automatic carryovers from 2013 to 2014 in % of automatic carryovers from 2013 to 2014	Paiements sur crédits reportés automatiquement de 2013 à 2014 en % des crédits reportés automatiquement de 2013 à 2014	$O=N/M$	97 %
P	Cancellations of automatic carryovers from 2013 to 2014	Annulations de crédits reportés automatiquement de 2013 à 2014	$P=M-N$	1 626 245,05
Q	Cancellations of automatic carryovers from 2013 to 2014 in % of automatic carryovers from 2013 to 2014	Annulations de crédits reportés automatiquement de 2013 à 2014 en % des crédits reportés automatiquement de 2013 à 2014	$Q=P/M$	3 %
R	Non-automatic carryovers from 2013 to 2014	Crédits reportés non-automatiquement de 2013 à 2014		0,00
S	Payments of non-automatic carryovers from 2013 to 2014	Paiements sur crédits reportés non-automatiquement de 2013 à 2014		0,00
T	Payments against non-automatic carryovers from 2013 to 2014 in % of non-automatic carryovers from 2013 to 2014	Paiements sur crédits reportés non-automatiquement de 2013 à 2014 en % des crédits reportés non-automatiquement de 2013 à 2014	$T=S/R$	-
U	Cancellations of non-automatic carryovers from 2013 to 2014	Annulations de crédits reportés non-automatiquement de 2013 à 2014	$U=R-S$	-
V	Cancellations of non-automatic carryovers from 2013 to 2014 in % of non-automatic carryovers from 2013 to 2014	Annulations de crédits reportés non-automatiquement de 2013 à 2014 en % des crédits reportés non-automatiquement de 2013 à 2014	$V=U/R$	-
	Assigned revenue in 2014	Recettes affectées 2014		
W	Appropriations from assigned revenue in 2014 (current)	Crédits de dépenses spécifiques sur recettes affectées courants 2014		676 106,50
X	Assigned revenue carried over to 2014	Crédits de dépenses spécifiques sur recettes affectées reportés à 2014		1 162 549,89
Y	Commitments on assigned revenue carried over to 2014	Engagements reportés à 2014 sur crédits de dépenses spécifiques sur recettes affectées		460 829,00
Z	Payments in 2014 against appropriations from assigned revenue (current and carried-over)	Paiements sur crédits de recettes affectées 2014 (courants et reportés)		614 297,12
AA	Payments in 2014 against assigned revenue in % of assigned revenue in 2014 (current and carried-over)	Paiements sur crédits de recettes affectées 2014 en % des crédits de recettes affectées 2014 (courants et reportés)	$AA=Z/(W+X+Y)$	27 %

1. OBJECTIFS

1.1. Objectifs de la direction générale

Les objectifs de la DG ITEC pour 2014 sont proposés dans le contexte:

- de la stratégie TIC à moyen terme;
- de la préparation au changement de législature.

Les objectifs stratégiques sont les suivants:

- évaluer la mise en application de la stratégie TIC à moyen terme et commencer à élaborer la prochaine stratégie TIC du Parlement;
- mettre davantage l'accent sur la sécurité informatique;
- mener à bien le programme TI pour 2013 adopté par le comité de pilotage TIC;
- mettre en œuvre le programme TI pour 2014 adopté par le comité de pilotage TIC le 16 octobre 2013 et définir le programme TI pour 2015 conformément à la charte informatique adoptée, sachant qu'il faut se mettre d'accord sur le délai d'exécution du programme TI;
- fixer des indicateurs clés de performance pour l'ensemble des activités de la direction générale et évaluer les risques inhérents à chacune de ces activités;
- renforcer la gestion du risque au sein de la DG ITEC;
- parachever la stratégie de communication client de la DG ITEC et veiller à ce que les informations soient coordonnées de manière adéquate au sein de la DG;
- continuer d'apporter un soutien logistique aux actions du Parlement en matière de politique EMAS;
- consolider les résultats obtenus en matière de gestion budgétaire et financière et créer les conditions d'un budget plus aisément gérable, à savoir: réduire le niveau de reports, confirmer la répartition 30-70 entre investissements et maintenance et éviter toute rallonge budgétaire;
- mettre en œuvre le processus de décentralisation raisonnée;
- consolider les réformes mises en place l'année précédente et achever la réorganisation interne;
- entretenir la culture d'entreprise de la DG ITEC;
- achever les exercices d'internalisation 2013 et 2014, pourvoir les postes vacants supplémentaires et atteindre l'objectif fixé pour 2014 en termes de réduction du nombre de prestataires externes intra-muros;
- préparer les élections européennes de 2014 en apportant un fort soutien logistique et commencer à se préparer pour la huitième législature.

1.2. Évaluation de la faisabilité et des risques potentiels associés

Au terme de l'exercice 2014, on peut dire que le programme de travail de la DG ITEC a été, du point de vue des actions stratégiques, pleinement mis à exécution. Les résultats financiers sont stables et vont dans le sens de ceux obtenus l'année précédente. En ce qui concerne les ressources humaines, le programme a été en bonne partie respecté (voir section 2.4 du présent rapport), malgré: a) la séparation de la Direction des technologies de l'information en deux nouvelles directions, plus spécialisées, l'une consacrée au développement et au support, et l'autre aux infrastructures et aux équipements, et b) les difficultés de recrutement pour certains nouveaux postes, liées à la spécificité de ceux-ci et à l'absence de listes de réserve adéquates.

Les activités stratégiques à moyen terme ainsi que celles liées au changement de législature ("Parlement de demain") ont été menées à bien et les services correspondants fournis, qu'il s'agisse des équipements visant à faciliter la mobilité (tablettes), des applications (Parlement sans papier – e-Committee/e-Meeting, Knowledge Management Portal, e-Parliament, portail des députés, etc.), ou de l'infrastructure (Wi-Fi, migration vers Windows 7 et Outlook 2010).

Le programme TI pour 2014 était en place avant la fin de l'année 2013, conformément à la méthodologie informatique, ainsi que les projets dits "décentralisés". Les programmes en matière d'informatique pour 2013 et 2014 ont été livrés tels que planifiés. (voir programme de clôture en annexe)

Bien que n'ayant pas, en 2014, contrairement à l'année 2013, bénéficié de moyens financiers supplémentaires, la DG ITEC a contribué au ramassage de fin d'année. Ainsi, grâce aux économies réalisées, notamment en matière de frais de télécommunications, la DG a pu réinvestir dans la modernisation du matériel informatique et de télécommunication standard mis à disposition des députés et des assistants accrédités en anticipant l'acquisition de PDA conformément à la décision du Bureau de juin 2014 (PE 533.147/BUR et annexes).

L'année 2014 est encore une année marquée par une restructuration profonde. Cette dernière touche, cette fois, la séparation des activités de l'ancienne DIT en deux nouvelles directions, l'une consacrée aux opérations et à l'infrastructure (ESIO) et l'autre au développement et à la maintenance des applications (DES). Décidée par Bureau le 14 avril, cette restructuration a exigé des opérations d'ajustement budgétaire et de subdélégation et entraîné une réorganisation de l'organigramme.

L'année 2014 a en outre été marquée par la mise en place de la nouvelle nomenclature budgétaire 2014. Il s'est agi d'un bouleversement profond qui a exigé de l'unité FIN (gestion des ressources financières) qu'elle prête une assistance accrue aux unités opérationnelles pour que ces dernières puissent appliquer la nouvelle nomenclature. Il a fallu également, en conséquence, mettre à niveau l'application de passation de bons de commandes INVI et l'application de gestion du portefeuille de projets Clarity, ce qui a mobilisé les services de soutien aux applications. Enfin, beaucoup de temps a été consacré à ordonner et à mettre en œuvre de nombreux virements de crédits.

La DG ITEC reste exposée aux risques potentiels suivants.

Tout d'abord, le pourvoi des postes d'internalisation liés aux activités hautement spécialisées, pour lequel le recours à une mobilité interne et interinstitutionnelle s'est avéré insuffisant, problème accentué par l'absence de listes de réserve adéquates. Dans ce contexte est prévue en 2015 l'organisation de concours destinés aux spécialistes. Nonobstant les difficultés rencontrées et l'incertitude qui plane sur le nombre de postes

pouvant être pourvus, la procédure est bien avancée et les résultats sont plutôt satisfaisants, étant donné que 83 % des postes (30) de 2013 et 57 % des postes (30) de 2014 ont été pourvus à la fin de l'année 2014.

Ensuite, du point de vue de la programmation des passations de marchés, 2014 a été une année importante pour le renouvellement des outils de travail des unités opérationnelles, avec la préparation et la conclusion de nouveaux contrats-cadres, trois contrats-cadres de services très importants ayant effectivement fait l'objet, en 2014, d'un renouvellement.

Un contrat-cadre (ITUSS 13) a été signé pour tout ce qui est support informatique aux utilisateurs. Un autre (ITOMS 13) pour tout ce qui touche à l'exploitation des centres de données, et enfin le dernier (ITS 14) pour tous les autres services de développement et de maintenance des projets informatiques et de l'infrastructure. Lors des phases d'achèvement d'un contrat-cadre, il n'est pas rare d'observer un ralentissement de l'activité, les unités opérationnelles préférant attendre l'arrivée du nouveau contrat-cadre. En effet, conclure des opérations sur un contrat-cadre en fin de vie ne permet pas d'avoir toute la souplesse nécessaire et de faire des avenants de rectification ou de prolongation en cas de difficulté. Dès lors, les ordonnateurs subdélégués, lorsqu'ils doivent choisir entre une prise de risques opérationnels et une meilleure exécution budgétaire, privilégient toujours la réduction des risques opérationnels.

Enfin, comme déjà signalé tout au long de l'année 2014, la DG ITEC relève l'importance du retard pris dans l'adoption d'un nouveau règlement sur la mise à l'inventaire.

En effet, durant l'année 2012 et jusqu'à la mi-2013, la DG ITEC a fourni un gros effort pour participer à l'audit interne sur la comptabilité d'exercice pour la partie concernant le calcul des immobilisations. Les conclusions de l'audit interne, très positives pour la DG ITEC, appelaient toutefois à une coopération renforcée entre l'unité de la comptabilité et la DG ITEC pour que les immobilisations immatérielles (licences, logiciels et autres projets développés en interne) soient enregistrées dans l'inventaire. La mise à l'inventaire des biens immatériels n'est pas faite au fur et à mesure parce que les règles régissant la mise à l'inventaire en vigueur ne le décrivent pas en termes d'obligation et de procédure (règlement obsolète).

La DG Finances devait donc réviser les règles alors même que, fin 2013, l'unité FIN de la DG ITEC procédait, avec l'aide des techniciens informatiques responsables de l'application d'inventaire ELS, à un chargement en masse de toutes les déclarations de biens. Dans ce contexte, l'unité FIN a réclamé, à de nombreuses reprises, au comptable en chef et au chef d'unité de l'inventaire de pouvoir disposer des nouvelles règles pour ordonner aux opérationnels d'effectuer leurs immobilisations au fur et à mesure. À ce jour, le nouveau règlement n'est toujours pas disponible et l'enregistrement des immobilisations n'a donc pas été fait. Or, des acquisitions ont été faites depuis le début de l'année. Aussi, l'unité FIN de la DG ITEC souhaite indiquer qu'il n'est pas garanti que la DG ITEC soit en mesure de procéder, a posteriori, à une réconciliation annuelle, comme cela a été fait auparavant, si cette tâche devait entrer en concurrence avec une activité prioritaire.

En conclusion, bien que certains problèmes traditionnels de la DG ITEC soient toujours présents, il convient de souligner que, grâce aux efforts accomplis tout au long des dernières années et plus particulièrement en 2014, ces risques sont en large mesure mitigés et sous contrôle grâce aux mesures mises en place pour les réduire. Ces risques portent sur ce qui suit:

- les finances (excès de crédits reportés, arrivée systématiquement tardive de crédits additionnels de ramassage, lenteur des engagements de crédits et des liquidations du fait de canaux d'achat insuffisamment anticipés et préparés);
- les ressources humaines (difficultés de recrutement de profils techniques spécialisés et donc recours à un nombre élevé d'externes);

- la gestion des programmes et des projets, rendue difficile par leur très grand nombre, leur complexité et leur technicité, en particulier FMS qui, malgré la validation du schéma directeur vers la fin de l'année 2014, continue d'avancer lentement et non sans difficultés;
- la gestion des contrats et l'assistance aux unités opérationnelles;
- les aspects liés à la sécurité informatique, notamment au travers des activités entreprises en réponse aux résolutions CONT (décharge 2013) et LIBE avec la préparation d'un audit indépendant.

2. ÉVALUATION DES RÉSULTATS DES OPÉRATIONS PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS - UTILISATION DES RESSOURCES

2.1. Environnement de la direction générale

L'année 2014 a été marquée par:

- la confirmation de toutes les orientations stratégiques de la DG ITEC en termes de programmes à tous les niveaux de gouvernance informatique, et notamment sa dimension "Parlement de demain" avec la livraison et la mise en service de tous les outils de travail concernés à temps pour le début de la huitième législature;
- la définition d'un nouveau cadre stratégique d'exécution pour le Parlement par le secrétaire général avec un portefeuille de projets stratégiques (PPP);
- la mise en œuvre du programme TI pour 2014 ainsi que les projets "d'entreprise" FMS et SYSPER2;
- la restructuration de la DIT en deux nouvelles directions, DES et ESIO;
- le processus d'internalisation avec le pourvoi des postes 2013 et 2014 conformément aux décisions des autorités politiques et budgétaires de l'institution et la réduction des conseillers intra-muros, ainsi que la mise en service d'environnements virtuels (VDI) pour l'externalisation du développement et de la maintenance du parc applicatif;
- le renforcement du rôle du Parlement au niveau interinstitutionnel, avec la présidence du comité informatique interinstitutionnel, la présidence du comité de direction de l'Office des publications et la réalisation de projets communs (voir conclusions);
- la poursuite de la collaboration avec les autorités politiques et législatives dans le domaine de la sécurité informatique et des logiciels libres et ouverts, en particulier avec les commissions LIBE et CONT.

2.2. Ressources humaines de la DG

	Situation au 1.1.2013	Situation au 1.1.2014	Effectifs au 31.12.2014
	Postes organigramme		
AD			
Permanents	102	123	85
Temporaires	4	4	5
AST			
Permanents	366	368	330
Temporaires	5	5	19
Total 1	477	500	439

	Nombre d'agents estimés en ETP		
Agents contractuels (1)	35	31	41
Experts nationaux détachés			
Intérimaires	9	10	2
Interprètes (ACI)*			
Assistants parlementaires accrédités			
Assistants parlementaires locaux			
Externes** (2)	577	566	528
Total 2	621	607	571
Total PE (1+2)	1 098	1 107	1 010

* Nombre de jours convertis en ETP sur la base d'une moyenne de 220 jours par an.

** Personnes mises à disposition du Parlement (travaillant dans les trois sites) via des contrats de prestation de services.

(1) RAA 3 bis et 3 ter. Au 4^e trimestre 2014, les 36 intérimaires pour les sessions de Strasbourg ont été remplacés par 34 agents contractuels à temps partiel 20% ou 25% (= 8 ETP).

(2) Inclut les externes intra-muros "classiques" et les "ambulatoires".

N'inclut pas les externes pour FMS (DG FINS) et SYSPER2 (DG PERS).

Données en nombre d'externes et non en ETP.

2.3. Exécution budgétaire 2014

2.3.1. Crédits finaux et crédits initiaux

En 2014, les crédits courants initiaux étaient de 115 532 195 EUR, soit un montant quasiment égal à celui de 2013 (115 725 088 EUR).

Au terme de la période considérée, les crédits courants finaux se montent à 106 648 781 EUR.

La différence (- **8 883 414 EUR**) s'explique par les éléments suivants.

a) Une contribution globale de - **6 281 814 EUR** à l'exercice de ramassage institutionnel, conduit par la DG Finances en deux phases et présentée dans le tableau ci-dessous.

Poste budgétaire	Déficit (-) / Surplus (+)	Commentaires
2100	+ 2 164 000	Économies d'échelle réalisées sur la maintenance du réseau et des centres de données et consommation téléphonique inférieure à celle prévue.
2101	+ 296 800	Non significatif
2102	+ 819 328	Moins d'études réalisées.
2103	+ 1 019 690	Moins de contrats de service signés pour le développement des projets du fait du changement de contrat-cadre et sous l'effet de la politique d'externalisation.
2104	+1 187 085	Ajustement entre prévisions et offres finales et double provisionnement par erreur sur deux lignes budgétaires pour une même opération.

2105	+ 494 911	Moins de contrats de service signés pour le développement des projets du fait du changement de contrat-cadre et sous l'effet de la politique d'externalisation.
3240	+300 000	Les estimations du montant total des dépenses pour le JO ont été revues à la baisse du fait du ralentissement de l'activité politique en période électorale et en renouvellement de la Commission. De plus les coûts de production du JO ont baissé au second trimestre à la faveur de nouveaux contrats.
Total	+ 6 281 814	

La contribution de la DG ITEC au ramassage institutionnel en 2014 peut être qualifiée d'historique car, traditionnellement, la DG ITEC absorbe au contraire les crédits excédentaires d'autres DG. Au moins trois grands phénomènes expliquent que tous les crédits courants n'aient pu être engagés sur l'exercice:

1. les élections européennes ont vu un renouvellement très important des députés au Parlement européen. Concrètement, cela a représenté un travail quotidien pour déménager les députés sortants et installer les députés entrants avec leur personnel. L'attribution d'un troisième bureau à chaque député, qui a à son tour entraîné des déménagements en masse du personnel administratif vers de nouveaux bâtiments, a mobilisé de manière extraordinaire, au quotidien, les équipes techniques et de support;
2. l'année 2014 a également été une année de transition pour trois très gros contrats-cadres: support aux utilisateurs, opérations et surtout services informatiques. Ce dernier contrat-cadre n'a pas pu être finalisé. Ceci a eu des incidences réelles sur la continuité des travaux. En effet, les équipes opérationnelles ne peuvent lancer de travaux de longue haleine sur un contrat-cadre qui arrive à son terme, car, alors, modifications et ajustements en durée, coût ou contenu ne sont plus possibles sur les contrats spécifiques. Malgré un investissement en ressources important dans le dépouillement de l'appel d'offres ITS 14 (services), les différents lots n'étaient pas encore en place en début novembre. Ceci a eu des retombées sur les engagements pour les projets de développement et de maintenance;
3. à présent que les 60 postes accordés par l'autorité budgétaire sur les deux dernières années ont été mis à disposition de la DG ITEC, et bien qu'il soit compliqué de les pourvoir rapidement du fait de la pénurie de personnel ayant un profil spécialisé, les unités opérationnelles ont fait de la politique de réduction des externes une priorité. En effet, un effort collectif a été engagé pour atteindre l'objectif fixé pour la fin de l'année 2014. Certains contrats de service ont en outre été réduits.

En conclusion, consciente de ces limitations, la DG ITEC a par ailleurs également décidé de privilégier les investissements dans l'infrastructure, les investissements dans les applications ayant été, de fait, quelque peu ralentis. Aussi, en parallèle du montant proposé à la DG FINS pour le ramassage institutionnel 2014, des virements P et S ont été ordonnés pour tirer le meilleur parti des crédits disponibles en les réorientant vers les investissements dans les infrastructures.

- b) Des mouvements entrants et sortants en provenance de et vers les autres DG, pour un total général de - **2 601 600 EUR**, répartis comme suit:

- des virements sortants vers quatre autres directions générales dans le contexte de la mise en œuvre de la politique de gestion décentralisée de projets informatiques;

- des virements sortants vers les deux nouvelles DG pour leur assurer un premier niveau de support informatique, compte tenu de leur absence de budget et de RH; ces deux DG ont été créées alors que la procédure budgétaire 2014 était déjà pratiquement achevée;

- un virement entrant en provenance de la DG INLO, destiné à la direction EDIT pour la maintenance de machines de reprographie;

- trois virements sortants vers la DG PERS pour transférer des crédits relatifs au projet SYSPER2 (contrepartie de l'opération d'anticipation budgétaire de 2013).

N° virement	Poste donneur	Poste receveur	DG	Montant	Motif
S1	2105-03	2105-15	COMM	- 70 000,00 EUR	Projet décentralisé
S2	2105-03	2105-18	TRAD	- 570 000,00 EUR	Projet décentralisé
S23	2105-03	2105-16	PERS	- 150 000,00 EUR	Projet décentralisé
S27	2105-03	2105-19	INTE	- 210 000,00 EUR	Projet décentralisé
Sous-total				- 1 000 000,00 EUR	
S25	2103-01	2103-14	EPRS	- 165 800,00 EUR	Support info.
S24	2103-01	2103-22	SAFE	-165 800,00 EUR	Support info.
Sous-total				- 331 600,00 EUR	
S21	2140-06	2140-01	INLO	+ 50 000,00 EUR	Maint. repro.
Sous-total				+ 50 000,00 EUR	
S34	2105-05	2105-16	PERS	- 400 000,00 EUR	Projet SYSPER2
S42	2105-02	2105-16	PERS	- 680 000,00 EUR	Projet SYSPER2
S67	2105-05	2105-16	PERS	- 240 000,00 EUR	Projet SYSPER2
Sous-total				- 1 320 000,00 EUR	
Total				- 2 601 600,00 EUR	

c) Parallèlement à ces virements externes à la DG ITEC, toute une série de virements S et P ont dû être effectués pour rééquilibrer, en interne, les crédits courants.

Ces virements ont suivi trois grandes phases (mise en application de la nouvelle nomenclature, séparation de la DIT en deux nouvelles directions, rééquilibrage des sous-postes en fin d'année et en fin de contrat-cadre ITS 08).

- Lors de la mise en place, en janvier 2014, d'une nouvelle nomenclature budgétaire pour la DIT, puis lors de la restructuration de la DIT en deux nouvelles directions (DES et ESIO), les unités opérationnelles ont fait état de la nécessité de rééquilibrer leurs lignes budgétaires pour que les crédits soient disponibles là où elles en avaient réellement besoin. Ces virements s'imposaient notamment du fait de l'absence d'un équilibre adéquat entre les activités récurrentes et les investissements, mais également parce que certaines lignes avaient été purement et simplement oubliées (par exemple, l'investissement en équipements

informatiques) et qu'elles avaient été ajoutées en toute fin de procédure budgétaire "pour mémoire". Il fallait donc les approvisionner par des transferts. Ce travail a été mené principalement entre février et juin 2014, grâce à un ensemble de virements S et P. Il a porté sur un montant total de 25 187 535 EUR, soit 21,80 % du budget initial des crédits courants.

Les virements en question sont répartis comme suit :

virements de type S: total 16 654 113 EUR

- 3 880 000 EUR au sein du poste 2100
- 2 469 500 EUR au sein du poste 2101
- 290 910 EUR au sein du poste 2102
- 670 000 EUR au sein du poste 2103
- 5 676 704 EUR au sein du poste 2104
- 3 666 999 EUR au sein du poste 2105

virements de type P: total 8 533 422 EUR

- 277 525 EUR vers le poste 2102
- 1 171 600 EUR vers le poste 2103
- 3 258 416 EUR vers le poste 2104
- 3 825 881 EUR vers le poste 2105

- Ensuite, au début du dernier trimestre de l'année, les unités opérationnelles ont procédé à l'actualisation de leurs besoins de crédits sur l'ensemble des projets encore ouverts du programme TI pour 2014. Dans le contexte de l'exercice de ramassage institutionnel lancé par la DG FINS en début septembre et en octobre, ceci a conduit à devoir ordonner à nouveau des virements de type S ou P pour une utilisation optimale des crédits courants. Une des principales motivations était l'arrivée à terme du principal contrat-cadre de services informatiques (ITS08) alors même que le contrat-cadre de remplacement n'était pas disponible (ITS14). Dès lors, il a été décidé, d'une part, de renforcer autant que nécessaire les projets d'investissement en infrastructure (équipements, centre de données et infrastructures d'échanges) et, d'autre part, de permettre une anticipation budgétaire sur le contrat d'exploitation de la téléphonie, la ligne budgétaire s'annonçant d'ores et déjà déficitaire pour 2015.

Ce travail a été mené principalement en octobre et novembre 2014 grâce à un ensemble de virements S et P. Il a porté sur un montant total de 4 070 849 EUR, soit 3,52 % du budget initial des crédits courants.

Les virements se répartissent comme suit:

virements de type S: total 2 023 455 EUR

- 1 564 155 EUR au sein du poste 2101
- 459 300 EUR au sein du poste 2104

virements de type P: total 2 047 394 EUR

- 2 047 394 EUR vers le poste 2104

Trois remarques doivent être consignées dans ce rapport au sujet de ces virements.

Tout d'abord, la DG ITEC constate que la multiplication des postes et sous-postes budgétaires – l'ancienne direction DIT étant passée de 3 postes à 6 postes et de 14 sous-postes à 32 sous-postes lors du changement de nomenclature au 1^{er} janvier 2014 (la direction EDIT n'est, elle, pas touchée) – facilite certes le suivi de la dépense en matière

d'informatique mais, en revanche, nécessite un plus grand nombre de virements (du moins de type S) si l'on recherche une utilisation optimale des crédits.

Ensuite, la mise en œuvre de la gestion décentralisée de projets informatiques, associée au démarrage de projets transversaux de grande envergure comme SYSPER2 et au soutien aux nouvelles DG SAFE et EPRS en matière de support informatique, a généré, à elle seule, neuf virements.

Enfin, la DG ITEC doit améliorer la programmation des crédits en fonction des projets et changer de méthode de gestion dans l'articulation entre Clarity et Finord: Finord doit primer sur Clarity en matière de disponibilités de crédits et les demandes de virements ne devraient pas pouvoir intervenir avant qu'un certain niveau d'engagements soit atteint. Cet objectif figure au nombre des objectifs à atteindre en 2015.

2.3.2. Crédits finaux et crédits engagés

Au 31 décembre 2014, le montant des crédits engagés était de 104 972 462 EUR, soit 98,43 % des crédits finaux.

Ceci signifie qu'1,57 % des crédits finaux est tombé en annulation, ce qui représente un montant brut de 1 676 319 EUR. Compte tenu des difficultés rencontrées à l'occasion du renouvellement du principal contrat-cadre, il s'agit là d'un résultat globalement satisfaisant.

À titre de comparaison, à la même période en 2013, le taux était de 98,53 % des crédits finaux, quoique sur la base d'un budget 10 000 000 d'EUR plus élevé.

Le constat d'une stabilité des engagements en 2014 est à nuancer par l'existence d'un moindre volume de crédits disponibles, dû notamment à un ramassage institutionnel conséquent. Sur ce point, l'ordonnateur délégué souligne que sa décision de rendre une partie des crédits courants au ramassage de 2014 constitue, de sa part, une décision stratégique en termes de budget. Cette décision a été prise pour réduire structurellement le report de crédits vers l'année suivante et éviter la "course" à l'engagement de crédits en fin d'année. L'ordonnateur estime cette mesure bénéfique car elle permet, d'une part, de disposer d'une meilleure situation budgétaire pour l'exercice suivant et, de l'autre, de réduire les risques associés à l'urgence d'engager avant la clôture de l'exercice.

Ce constat est lui aussi à nuancer par le fait que des recettes affectées reportées n'ont malheureusement pas été utilisées malgré la planification prévue. Nous y reviendrons plus loin.

Ceci étant, le résultat brut d'engagement du budget 2014 est correct et atteste que le niveau constaté les deux dernières années par rapport aux années précédentes se confirme. Rappelons, à titre de comparaison, les performances des années précédentes: 98,2 % en 2009; 98 % en 2010; 98 % en 2011; 99 % en 2012; 98,53 % en 2013.

2.3.3. Crédits engagés et paiements effectués

Au 31 décembre 2014, le montant des paiements effectués était de 65 424 952 EUR, soit 62,33 % des crédits engagés.

À titre de comparaison, en 2013, le taux était de 57,71 %, mais les 4,62 % apparemment gagnés en 2014 peuvent induire en erreur, parce que le budget final était plus important en valeur absolue en 2013 et le total des paiements également (66 486 766 EUR).

Malgré ce bémol, on peut néanmoins noter qu'il y a eu progrès, la barre symbolique des 60 % ayant été dépassée. En effet, le taux de paiements était systématiquement assez faible les années précédentes (61 % en 2009; 39 % en 2010; 54 % en 2011; 51 % en 2012). Notons qu'en 2009, le taux était bon, mais le budget inférieur de plusieurs millions.

Signalons également que la direction EDITION a, certes, un budget assez modeste au sein de la DG ITEC, mais a réussi à payer 75,03 % de son budget, limitant de ce fait substantiellement le report de crédits.

Dès lors que les crédits reportés sont contenus à un niveau raisonnable, les opérations sur crédits courants de l'exercice peuvent être menées plus tôt dans l'année et le taux de paiement n'en est que meilleur. Les deux aspects sont étroitement liés.

En octobre 2014, les unités opérationnelles avaient absorbé une grande partie des paiements sur crédits reportés. Dès lors, cette conjoncture aurait pu être plus favorable à davantage de paiements sur crédits courants, mais elle a été malheureusement entravée par la transition du contrat-cadre ITS 08 vers ITS 14. Pour ne pas risquer de rupture de services, compte tenu qu'ITS 14 n'était pas encore mis en place, les équipes opérationnelles ont été encouragées à étirer au maximum l'usage possible d'ITS08 (jusqu'à fin mars ou fin avril 2015), générant de ce fait des reports de crédits. La continuité opérationnelle a été privilégiée avant tout dans le but d'éviter une rupture de service.

2.3.4. Utilisation des crédits reportés automatiquement et non automatiquement de 2013 à 2014

Au début de l'année 2014, le montant des crédits reportés de l'exercice 2013 était de 48 720 497 EUR, soit une somme conséquente à gérer.

Au 31 décembre 2014, le montant des paiements sur crédits reportés était de 47 094 252 EUR, soit 96,66 % des crédits reportés.

Les quelque 1 626 245 EUR qui n'ont pas été payés concernent des prestations qui n'ont pas eu lieu pour tout le volume prévu, des fins anticipées de contrats de services du fait du départ de conseillers et des facturations inférieures aux prévisions. Compte tenu du nombre de contrats spécifiques et de bons de commande concernés (près de 1 250), et eu égard au fait que l'estimation des prestations de services nécessaires au développement d'applications n'est pas une science exacte, la DG ITEC considère ces annulations de crédits reportés comme relativement négligeables.

À titre de comparaison, en 2013, le montant des paiements sur crédits reportés était de 60 631 431 EUR, soit 96,80 % des crédits reportés.

On relève dès lors avec satisfaction que le taux reste assez stable au fil du temps, quel que soit le montant des crédits reportés: la DG ITEC a certes beaucoup de crédits reportés mais elle suit attentivement leur facturation (97,8 % en 2009; 93 % en 2010; 98 % en 2011; 97 % en 2012).

2.3.5. Utilisation des crédits correspondant à des recettes affectées

Au 31 décembre 2014, les recettes affectées courantes et reportées se montaient à 1 838 656 EUR, dont 1 162 550 EUR de recettes affectées reportées.

Par rapport à l'année précédente, le montant est deux fois moindre, notamment du fait de la réduction de la vente des publications.

Les recettes affectées résultent de la régularisation de factures forfaitaires (consommations inférieures à celles prévues ou nouveaux tarifs à la baisse sur certains matériels), de refacturation de prestations ou d'achats d'institutions partenaires telles que le Médiateur européen et le Contrôleur européen de la protection des données, liées au Parlement européen par des conventions de coopération administrative, ou encore de pénalités de retard appliquées à l'encontre de fournisseurs qui n'ont pas respecté leurs engagements contractuels. Le montant est très aléatoire.

Eu égard au budget général de la DG ITEC, ce montant demeure relativement faible et ne constitue pas, en soi, un véritable levier d'intervention.

À la fin du mois de décembre 2014, malgré les prévisions annoncées par les unités opérationnelles concernées, 163 228 EUR de recettes affectées reportées n'ont pas fait l'objet d'un engagement et ont donc été définitivement perdues (soit 14 %). Ceci est dû au fait que les directions DES et ESIO avaient, jusqu'à la fin de l'année 2014, une gestion spéciale de ces recettes affectées, qui étaient mutualisées au niveau du poste et subdéléguées aux directeurs. Aussi, les responsables opérationnels n'ont pas systématiquement eu le réflexe de mobiliser en priorité ces recettes affectées, malgré les rappels systématiques en ce sens adressés aux ordonnateurs subdélégués. En 2015, la DG ITEC doit modifier la gestion des recettes affectées et revenir à un mécanisme plus proche des ordonnateurs subdélégués. Dès lors, des instructions écrites seront communiquées aux initiateurs financiers pour qu'ils utilisent en priorité ces recettes affectées pour les engagements avant de mobiliser les crédits courants, conformément au règlement financier.

2.4. Résultats obtenus

Au cours de la période considérée, la DG ITEC a obtenu, dans ses domaines d'activité, les résultats suivants.

Gestion de projets stratégiques TIC (AWP 2012-2014)

Pendant la période considérée, la DG ITEC a directement assuré l'achèvement de dix actions stratégiques. Parmi celles-ci, certaines ont pleinement atteint les objectifs initiaux:

- Knowledge Management Portal;
- coordination AWP et soutien à la promotion de projets;
- l'intranet comme plateforme de communication.

D'autres n'ont été que partiellement mises à exécution:

- eParliament: la complexité de la mise en place de la phase 1 (documents AM), déployée en octobre 2014, a entraîné d'importants retards pour l'ensemble du programme et pour le développement de l'application META-CRE;

- Parlement sans papier: le logiciel e-Committee a été déployé avec succès auprès des premières commissions parlementaires, la mise en place ayant toutefois demandé plus de temps que prévu pour s'assurer que les députés puissent se servir de manière adéquate du logiciel; son extension aux délégations parlementaires avec le logiciel e-Delegation est en cours d'achèvement;

- référentiel de données: le progiciel y relatif couvrant les besoins d'un référentiel central de données a été sélectionné (Talend). Les nombreux tests, indispensables pour assurer la stabilité et la compatibilité du produit au sein de l'environnement du Parlement européen, ont demandé plus de temps que prévu. La mise en production de ce progiciel est en cours;

- gestion du service: les processus internes à la DG ITEC ayant des conséquences directes sur les clients de la DIT ont été modélisés (gestion des incidents, des changements, des déploiements et de la capacité). Il manque encore l'intégration de l'ensemble des premières lignes de support dans le même progiciel pour la gestion des incidents, ce qui est rendu complexe par la diversité des données enregistrées et des rapports harmonisés à produire;

- restructuration du portefeuille d'applications informatiques des publications: la nouvelle chaîne de traitement des questions écrites a été mise en place, ainsi que le progiciel d'impression multi-support. La complexité imprévue des analyses de l'application relative au *Journal officiel* ainsi que la piètre qualité des composants techniques, livrés par un prestataire externe, destinés à l'amélioration des synergies entre les applications de production ont causé un retard dans ces deux domaines;

- externalisation des activités de conseil: si le chiffre fixé quant au nombre de prestataires externes intra-muros a été atteint conformément aux engagements pris par la DG ITEC envers la commission des budgets, certaines activités, telles que la mise en place d'un système de communication instantané ou l'accès à certaines infrastructures internes, n'ont pas été menées à bien en raison des efforts, plus conséquents que prévu, qu'il s'est avéré nécessaire de consacrer à d'autres actions;

- des ordinateurs portables aux tablettes: les modèles de tablettes ont été choisis (Android, IOS et Windows), y inclus leur plateforme de gestion centralisée, et distribués à une population cible réduite, opération couronnée de succès. Il reste à mettre au point le catalogue de services relatif aux outils accessibles et à distribuer des tablettes à tous les députés. Un retard important a été pris, qui s'explique par la difficulté à retenir des modèles Windows et Android.

Support et développement

Les activités de support aux utilisateurs ont été fortement marquées par les actions de fin de septième législature et de préparation de la huitième: migration des systèmes obsolètes vers Windows 7, qui a concerné quelque 20 000 PC, mise en place des nouveaux bureaux des députés et des assistants et fourniture d'équipements mobiles aux députés et au personnel du Parlement. S'ajoutent à ces activités la mise en place d'une nouvelle approche méthodologique de gestion interne des opérations et un nouveau cadre contractuel pour la commande de services (ITUSS13).

En termes d'interventions de support aux utilisateurs, les données montrent que, malgré la période de changement de législature, le nombre de ces interventions reste stable et élevé.

Indicateur	2013	2014	Commentaires
Nombre de tickets créés par ITEC SUPPORT	128 474	131 518	Une augmentation de 2,3% sur un an peut être considérée comme un maintien du niveau d'activité.
Nombre de tickets pour les députés et les assistants	51 185	51 341	Les élections de 2014 ont entraîné une baisse du nombre de tickets en avril, mai et juin, compensée par des pics d'activité en juillet et septembre du fait de la mise en place du nouveau Parlement.

Nombre d'appels au standard téléphonique	283 804	227 994	Cette chute de 25 % sur un an (8 % par ETP) confirme la tendance et s'explique principalement par une utilisation accrue des téléphones IP, du courrier électronique et des médias sociaux.
---	---------	---------	---

Du point de vue du développement, en dépit d'une année marquée par la réinternalisation de fonctions et une réorganisation interne à l'unité, 25 des 32 objectifs initiaux ont été atteints. Du côté du planning est à relever la mise en place de deux nouveaux outils (outil de prévision "*forward board*" et progiciel) pour une meilleure maîtrise des projets informatiques des DG clientes.

Outre les activités menées dans le cadre des actions stratégiques du PE mentionnées ci-dessus, il est important de souligner également les activités liées aux projets APA People (destiné au recrutement des nouveaux et anciens assistants parlementaires accrédités par la DG PERS), FMS (DG FINS) et Safe Mission (outil pour l'organisation des missions officielles des membres des délégations du PE).

Les activités d'évolution et de maintenance ont été marquées par le déploiement du Knowledge Management Portal et du Think Tank: deux nouveaux outils qui intègrent et renforcent le parc de solutions développé par la DG ITEC pour soutenir l'activité des députés et la modernisation des manières de travailler au Parlement.

Dans ce contexte, on relève également une contribution importante au projet FMS, plus particulièrement au schéma directeur ainsi qu'à la gestion du projet et des aspects contractuels pour la mise en œuvre du nouveau système. Autre projet important, SYSPER2, nouvel outil pour la gestion du personnel au Parlement, pour lequel 80 % des activités liées aux infrastructures et 60 % des activités liées aux applications ont été menées à bien.

Infrastructure et équipements

En 2014, la gestion des infrastructures a continué à mener de front un large éventail d'activités, de l'évaluation en laboratoire de technologies innovantes au support opérationnel dans le domaine politique. Les activités entreprises ont contribué au bon déroulement des élections (élargissement de la couverture Wi-Fi), de l'événement EYE14, des journées portes ouvertes et de la visite du pape François.

Du point de vue opérationnel, il convient de mentionner l'équipement en infrastructure réseau et téléphonie des nouveaux bâtiments GEO et SQM, et ce, dans le délai très court imposé par la DG INLO.

Outre l'installation de nouveaux équipements énergétiques et de climatisation dans le bâtiment SRZ, les activités de renouvellement du réseau commencées en 2013 ont été achevées, ce qui constituera une base solide pour continuer à numériser l'ensemble des activités du Parlement européen et pour installer des applications innovantes telles que la communication unifiée et la télédistribution par IP.

De plus, le soutien à la mobilité s'est poursuivi par la préparation de la phase 3 de l'extension du réseau Wi-Fi, qui permettra de compléter la couverture Wi-Fi de la totalité des bâtiments des trois sites principaux en 2015.

L'infrastructure pare-feu a été mise à jour grâce au remplacement de certains équipements devenus obsolètes, aux mises à jour des logiciels et à la migration des utilisateurs vers le nouveau système de téléphonie par IP (ToIP), qui est presque achevée. Fin 2014, le nombre de lignes migrées vers le système ToIP était d'environ 17 000, grâce à la migration de 2 700 lignes supplémentaires en 2014.

Enfin, l'utilisation de la visioconférence sur les nouveaux postes a été généralisée. L'installation d'un studio de visioconférence à Strasbourg a été décidée et sa réalisation commanditée. Le renouvellement des terminaux ELVIS pour les hémicycles de Bruxelles et de Strasbourg a été commandé, après avoir testé plusieurs prototypes. Le renouvellement de l'infrastructure VOD-CRE a été commandé, en attente de la réalisation du projet VATA.

Au niveau administratif, l'activité s'est concentrée sur un grand nombre de contrats (CABLAGE-EP-3 Lots 1 (Bruxelles) et 3 (Strasbourg), ITS14 Lots 1 et 7, et INAS II (accès internet)).

Les activités de normalisation ci-après ont été menées à bien:

- finalisation de la configuration standard pour Windows 7 ainsi que des environnements associés (Mobile Office, Remote Desktop et Multi-boot pour les ordinateurs portables);
- mise en place de la solution VDI pour les environnements de développement depuis l'extérieur, conformément aux recommandations de la Cour des comptes;
- support à la DG TRAD en ce qui concerne les systèmes de traduction et de contrôle de qualité sur les données de l'annuaire EP Directory au début de la nouvelle législature;
- mise en place de la gouvernance, élaboration d'une méthodologie et définition des aspects techniques pour l'ouverture des espaces collaboratifs;
- migration des sites Jahia et Confluence;
- support et maintenance aux environnements de développement basés sur Java et sur des outils open source;
- clôture de la phase I du projet mobilité (MOVEP) pour la fourniture de tablettes aux députés et au personnel administratif du Parlement, outils déployés, pour des raisons de sécurité, sur une infrastructure spécifiquement mise en place et supportée conformément à la décision du Bureau de décembre 2013;
- gestion des situations de crise liées à la sécurité des TIC: Shellshock, Heartbleed, REGIN et autres incidents;
- préparation et mise en place de plusieurs actions liées aux rapports LIBE et CONT ainsi qu'à l'audit indépendant de sécurité.

Les activités liées à la logistique et aux équipements se sont concentrées sur la phase finale de la migration vers UCMail et ToIP ainsi que sur les activités de préparation du nouveau Parlement (mise en place des bureaux des députés et des groupes politiques à Bruxelles et à Strasbourg) et sur le déménagement des DG IPOL, EXPO et EPRS vers l'immeuble SQM et l'immeuble PRE à Luxembourg. Au total, quelque 5 000 personnes et 20 000 équipements informatiques ont été concernés par cette opération de fin de législature.

La migration des utilisateurs vers le système ToIP est maintenant terminée; le passage à la télécopie en ligne est en cours, par le biais du remplacement des vieux télécopieurs par des appareils multifonctions en réseau. Le système de visioconférence a été renforcé: 190 salles de réunion, réservables via Outlook, en sont désormais équipées.

Les services de communication audio et vidéo avec l'extérieur par internet ont été testés et lancés avec succès.

La migration vers UCmail, liée à celle vers Windows 7, a été achevée au cours du premier semestre 2014.

En 2014, les machines de vote, devenues obsolètes, de sept salles de réunion de commissions ont été remplacées, sans incidence aucune sur le fonctionnement.

BRU	ASP 1A002	
	ASP 3C050	
	ASP 1G-3	
	ASP 3G-3	
STR	WIC 100	
	WIC 200	
	SDM 1	

L'équipe chargée des votes a contribué, en étroite collaboration avec les autres acteurs, à l'installation de la nouvelle plénière, à la procédure d'auditions et d'élection des membres de la Commission et des personnalités du Parlement (Président, vice-présidents et questeurs).

Enfin, des équipements informatiques et des services de télécommunication ont été mis à disposition lors des événements liés à la campagne électorale:

- EYE 2014, à Strasbourg, rencontre à laquelle ont participé 5 000 jeunes (3 000 téléchargements de l'application web EYE2014, connexion simultanée de 2 450 personnes au réseau Wi-Fi, 1 000 dans l'hémicycle);
- nuit électorale à Bruxelles: installation de 106 PC, 48 ordinateurs portables et 18 imprimantes, de 210 lignes téléphoniques (112 RNIS, 70 analogiques, 28 numériques, 21 extérieures), de 75 prises réseau supplémentaires, de 42 téléviseurs supplémentaires, de 20 antennes Wi-Fi supplémentaires, de 60 lignes SDSL (à débit garanti de 6 MB/s), de 50 lignes ADSL (sans débit garanti) et de 100 points d'accès au réseau local (intranet) pour la DG COMM.

Tous les objectifs opérationnels pour 2014 ont été atteints, voire surpassés. Le nouvel appel d'offres ITOMS13 a été conclu à temps pour que le passage de témoin entre fournisseurs se déroule sans heurts au moment prévu (été 2014). Ce nouvel appel d'offres permettra de réaliser d'importantes économies sur les opérations TIC de base. La migration du courrier électronique vers UCMail a été achevée au cours du premier semestre 2014 et l'ancienne infrastructure remisee.

L'appui logistique aux élections européennes de 2014 a pris la forme du déploiement d'une infrastructure ad-hoc (proxy inverse dédié), d'un test exhaustif des systèmes concernés en amont de l'événement et d'une participation active aux opérations lors de l'événement.

Du point de vue des activités, les projets prévus ont été menés à bien: déploiement de l'élargissement du stockage attaché au réseau (NAS), soutien à la migration vers la nouvelle version d'Oracle, acquisition et déploiement d'une nouvelle infrastructure de poste de travail virtuel (VDI) et soutien au déploiement de la ToIP. D'autres activités non prévues initialement ont par ailleurs été menées à bien. Deux d'entre elles sont à relever: 1) la participation à l'équipe de projet interinstitutionnelle chargée des environnements virtuels et de l'informatique en nuage (Cloud Virtual Task Force), qui a permis de mettre au point des appels d'offre pour l'acquisition de services d'informatique en nuage; et 2) la réalisation d'une analyse de marché dans le domaine des réseaux de stockage SAN, qui a permis d'acquérir l'équipement nécessaire au remplacement de composants obsolètes et d'accroître la capacité de stockage globale du Parlement. Les activités de remplacement d'équipements obsolètes de cette année se sont concentrées sur le domaine du stockage (NAS et SAN, comme évoqué précédemment) et sur le remplacement de l'ancienne infrastructure reposant sur un serveur de terminal par le nouveau VDI (dans le cadre de l'externalisation et du soutien à la mobilité).

En outre, une collaboration avec l'auditeur interne a été entamée, dont le but est de réaliser un audit interne axés principalement sur les problèmes qui surviennent lors du rétablissement des activités en cas de catastrophe et sur la continuité opérationnelle. Cet audit interne est bien entamé, plusieurs séries d'entretiens, de présentations et d'échange d'informations avec l'auditeur interne ayant déjà eu lieu.

Publications et intranet

En 2014, les activités en matière de publication ont été élargies à la correction d'épreuves et à la mise en page de documents non publiés au *Journal officiel*: publication de deux éditions des fiches techniques du Parlement, de brochures, et de l'ordre du jour du Parlement (soit plus de 50 000 pages). Outre cela, les activités suivantes ont été menées à bien:

- publication de 78 volumes du *Journal officiel* comprenant les questions avec demande de réponse écrite et les réponses;
- achèvement de l'internalisation de la production du *Journal officiel* comprenant les procès-verbaux de séance (premier JO publié sur EUR-Lex le 23 décembre);
- indexation de près de 20 000 documents (pour le Knowledge Management Portal);
- structuration en XML de plus de 900 000 pages (pour AT4AM, EuroParl, et la production des JO);
- publication et gestion de l'appel d'offres pour l'externalisation de la structuration de documents en XML;
- mise au point de la première mouture de l'application APP-DIFF (utilisée à des fins de diffusion);
- travail sur l'intégration de l'outil d'informatique de gestion pour la gestion des activités d'impression;
- maintenance d'applications utilisée dans des chaînes de production de documents (QE2WEB, IPMS, CARVIS);
- représentation du Parlement au sein de divers groupes interinstitutionnels: conseil d'administration de l'Office des publications, groupe de travail sur l'avenir de l'Office des publications, Eurovoc, WhoisWho, synthèses de la législation de l'UE, métadonnées, formats, Open Data Portal, études.

Les services chargés de l'intranet ont fourni un soutien considérable à l'équipe de projet "Welcome Task Force 2014-2019" ainsi qu'aux DG IPOL et EXPO pour la réalisation des dossiers de bienvenue à l'intention des nouveaux députés. Ces services ont participé à plusieurs autres projets liés à la nouvelle législature (par ex. APA 2014). Dans ce cadre, le soutien fourni a pris diverses formes: conception globale de projets, conseil, création de pages web et conception de documents imprimés. L'unité a accompli de grands progrès pour ce qui est de réaliser des vidéos et des didacticiels, tant en termes de qualité que de volume produit.

Le programme "Parlement sans papier" a été exploité au maximum pour le changement de législature, avec la nouvelle version d'eCommittee et le lancement général d'eMeeting pour toutes les commissions. Ces outils continueront d'évoluer au cours de l'année 2015. Le projet "archives sans papier" est passé à une phase de test en conditions réelles, le but étant de le mettre en production pour toutes les commissions au printemps 2015. Tout cela contribue bien sûr à la politique EMAS de la DG ITEC.

La hiérarchie de la DG ITEC a pris, au deuxième semestre 2014, une décision sur le nouveau système de gestion du contenu (CMS) pour l'intranet du Parlement et les autres intranets. Des retards liés à l'installation au sein de l'infrastructure du Parlement ont empêché l'achèvement de la migration en 2014. La page d'accueil des députés, première étape vers une nouvelle architecture de l'information, a pu néanmoins être terminée. Des préparatifs pour le nouveau programme intranet dans le cadre du PPP ont été menés, l'accent étant mis sur la modernisation, un environnement plus favorable à la fourniture de services et un renforcement des liens avec d'autres outils de travail qui permettent de gérer les connaissances et l'information.

En ce qui concerne l'impression multi-support, les efforts se sont concentrés sur le paramétrage du nouveau système de gestion de l'information au sein de l'imprimerie (MIS) et sur l'achat de cinq imprimantes OCE VP135 en remplacement de neuf OCE 2110, ainsi qu'à l'achat d'une Ricoh 901s en remplacement d'une Ricoh 901.

À signaler également:

- la rationalisation du parc machines de Strasbourg à la fin de la législature;
- la production importante de fiches techniques (8 000 exemplaires) cette année;
- le travail important et complexe réalisé sur le dossier de bienvenue destiné aux députés;
- l'ouverture du service WebToPrint aux députés en juin 2014.

Ressources (RH, finances et contrats), relations client et communication

L'unité a finalisé le recrutement de trois nouveaux collègues (deux AST et un AD). Tous les nouveaux collaborateurs ont été intégrés et formés aux spécificités de la DG ITEC. Fortes de leur expérience professionnelle antérieure, les nouvelles recrues ont immédiatement apporté de la valeur ajoutée aux travaux quotidiens et organisationnels de l'unité (manuel sur le circuit des factures, mise à jour des portefeuilles de responsabilité dans l'unité et des acteurs financiers, résolution de problèmes de contrats, d'engagements ou de régularisation, suivi des factures, etc.).

L'administrateur a également assuré le suivi des changements nécessaires pour la mise en place de deux procédures de travail électroniques: l'utilisation de Webcontracts pour dresser un contrat de A à Z, et la signature électronique des ordres de paiements. Ces deux chaînes font intervenir les initiateurs financiers de l'unité et l'application Finord.

Entre les paiements sur crédits reportés et ceux sur crédits courants, ce sont près de 105 millions d'EUR qui ont fait l'objet d'ordonnances, de prises d'inventaire financier, de contrôles, etc. C'est une masse considérable, probablement l'une des plus importantes au Parlement si on excepte les salaires et les loyers. Au cours de la période, le taux de factures payées dans les temps a été sensiblement amélioré et la performance approche celle de l'année précédente, au cours de laquelle les paiements sur crédits reportés étaient encore, pour la plupart, à 45 jours et non 30 jours.

L'ouverture de l'exercice 2014 avec la nouvelle nomenclature a été surveillée de près. Il y a eu quelques erreurs d'encodage de lignes budgétaires. De très (voire trop) nombreux virements de crédits ont été réalisés, dont certains ont occasionné un surcroît de travail de réconciliation avec l'application Clarity. Il est apparu que les unités gèlent inutilement leurs crédits à cause de Clarity et qu'il faut trouver une meilleure méthode de travail pour réduire le nombre de virements.

Des activités supplémentaires ont été demandées.

Par exemple, la Cour des comptes a demandé un très gros échantillon pour contrôler spécifiquement, cette année, les déclarations d'immobilisation du comptable en chef dans le contexte du pré-bilan. À l'issue de son analyse, la Cour n'a émis aucun commentaire négatif.

Le projet FMS a été réactivé à partir du mois d'août et l'unité FIN a joué un rôle décisif pour réfléchir au type de comptabilité analytique, participant, avec un regard critique, aux ateliers de présentation de la première version du schéma directeur (gestion du budget et des immobilisations), ateliers dont elle a ensuite effectué la synthèse.

Enfin, l'unité a parachevé la séparation budgétaire de l'ancienne DIT en deux directions.

Du point de vue de la gestion des marchés et des contrats, l'unité Gestion des marchés et contrats s'est stabilisée en 2014 en termes de recrutements. Les deux services créés au 1^{er} janvier se sont mis progressivement en place et les portefeuilles d'activités ont été répartis entre les services et les ressources restés attachés au chef d'unité.

Le service de gestion des contrats a inauguré la nouvelle procédure de production de contrats spécifiques avec une partie des unités clientes. Pour la première fois de son histoire, l'unité Gestion des marchés et contrats a traité plus de 700 dossiers de note de saisine en base annuelle.

L'appui juridique fourni par l'unité aux autres entités de la direction générale s'est accru, tout comme la collaboration renforcée avec le service juridique. Des études à caractère horizontal ont été menées pour le compte de la direction générale.

Le service de gestion des marchés a été très occupé par la plus grande procédure de passation de marchés lancée par la DG ITEC, qui visait à renouveler les contrats-cadres dans le domaine des services informatiques (prestations de développement, études, expertise en câblage, test et sécurité).

Afin d'améliorer le service aux entités clientes, des dossiers de bienvenue ont été conçus et diffusés lors du démarrage de chaque contrat-cadre majeur de la direction générale.

Du côté des ressources humaines, l'année 2014 a été marquée par la séparation de la Direction des technologies de l'information en deux nouvelles directions plus spécialisées: celle du développement et du support et celle de l'infrastructure et des équipements.

Par rapport au début de l'année 2013 (477 postes), le nombre de postes prévus à l'organigramme au début de l'année 2014 (500 postes) s'est accru des 30 postes (22 AD + 8 AST) accordés pour la mise en œuvre de la politique d'internalisation. Compte tenu aussi de la transformation de postes AST en AD, la proportion de postes AD est ainsi passée de 22 % à 25 % au sein de l'organigramme de la DG ITEC.

En ce qui concerne le personnel réellement disponible, la situation a pu être améliorée sensiblement d'une fin d'année à l'autre: les effectifs de fonctionnaires et temporaires sont passés de 417 (= 396 fonctionnaires + 21 temporaires) à 439 (= 415 + 24), soit une hausse de 5,3 % (à comparer à la hausse de + 1,5% entre 2012 et 2013).

On peut aussi constater une très légère amélioration du taux de pourvoi de l'organigramme, qui est passé de 87 % (417 sur 477) fin 2013 à 88 % (439 sur 500) fin 2014. Le pourcentage d'occupation est de 94 % pour le groupe de fonctions AST (349 sur 373), mais seulement de 71 % pour les AD (90 sur 127). Cette situation s'explique, en majeure partie, par les difficultés de recrutement sur certains nouveaux postes, liées à leur spécificité et à l'absence de listes de réserve adéquates.

Les effectifs contractuels ont crû en fin d'année (41 ETP fin 2014 contre 31 agents fin 2013), la différence provenant, pour l'essentiel, de l'internalisation des intérimaires des sessions de Strasbourg en tant qu'agents contractuels à temps partiel (20 ou 25 %), soit environ 8 ETP.

Globalement, les effectifs statutaires disponibles (fonctionnaires, agents temporaires et contractuels) ont augmenté, passant de 448 fin 2013 à 480 fin 2014, soit une hausse de 7 %.

Le personnel de la DG bénéficie par ailleurs du soutien de plusieurs centaines d'externes, dont le nombre fluctue en fonction de l'activité et des projets de la DG. Le nombre d'externes intra-muros a diminué d'environ 7% au cours de l'année 2014.

Relations client et communication

La gestion des comptes des utilisateurs est une activité très bien rodée. Des réunions ont lieu régulièrement avec l'ensemble des partenaires de la DG ITEC, les autres DG, les groupes politiques, le Médiateur et le CEPD, à qui le Parlement fournit des services informatiques. Ces réunions prennent la forme de réunions bilatérales ainsi que de réunions mensuelles avec l'ensemble des administrateurs système locaux (LSA). Le service de gestion des relations client (CRM) participe également à des réunions de coordination régulières avec les groupes politiques. Un soutien à la promotion de projets a été fourni à plusieurs DG, dont la DG INTE (outil de présélection et outil d'accompagnement virtuel) et la DG PRES (consolidation d'un énoncé des travaux en amont du développement d'un système de gestion des précédents de la plénière), ainsi qu'aux groupes politiques (demande d'un environnement de travail collaboratif). Des réunions d'informations ont par ailleurs eu lieu entre les membres de l'équipe CRM et le service de méthodologie de projet de la DG ITEC afin d'améliorer les services prestés aux clients et encourager une coopération plus poussée.

La mise en application des résultats issus de l'enquête sur la perception et l'image de la DG est une activité en cours qui nécessite une coopération plus étroite entre toutes les entités de la DG ITEC. Elle passe par l'achèvement et l'élargissement du catalogue des services informatiques proposés. En ce qui concerne la gestion du niveau de service, les membres de l'équipe CRM jouent un rôle de facilitation en élaborant un accord relatif au niveau de service entre les clients et la DG ITEC, dont ils assurent ensuite le suivi. Ce fut notamment le cas pour ITER. En ce qui concerne les procédures de sélection de logiciels, le CRM a internalisé cette fonction et participé au réexamen de l'ensemble de la procédure. La mise en application du suivi de la charge de travail a connu plusieurs modifications et sera révisée plus avant au cours de l'année 2015.

Le service de communication a travaillé sur de nombreux projets à forte visibilité au cours d'une année électorale pour le moins agitée. Les objectifs annuels, à savoir prêter assistance aux collègues lorsqu'ils communiquent avec des clients au nom de la DG ITEC, ont été atteints. Le soutien à toutes les unités de la DG ITEC comprenait des activités telles que la rédaction de communications aux députés et au personnel, l'apport d'améliorations aux communications déjà en place, la traduction dans les trois langues de travail, le formatage par l'emploi des modèles appropriés et la transmission du suivi des utilisateurs aux services de la DG ITEC concernés. Une autre activité importante a concerné l'aide à la rédaction de manuels d'utilisation et d'autres documents demandés par les collègues. Le service de communication s'est également occupé de gérer la présence, sur les plateformes de médias sociaux, de la DG ITEC; de rédiger des bulletins d'information; de gérer l'intranet de la DG (ITECnet); et enfin, de prêter concours à l'organisation d'autres manifestations spéciales. L'année 2014 ayant été une année électorale, une multitude de manifestations spéciales ont été organisées en amont des élections et de l'arrivée des nouveaux députés. Le point culminant en a été la bienvenue aux députés en juin. Par ailleurs, le Forum ITEC, organisé en novembre, a été couronné de succès grâce aux efforts consentis par toute la DG. Parmi les événements récurrents, les portes ouvertes à Bruxelles et à Strasbourg ont été les plus gourmands en ressources humaines pour le service, de par la planification et la préparation complexes qu'ils appellent.

3. ÉVALUATION ET EFFICACITÉ DU CONTRÔLE INTERNE, Y COMPRIS UNE ÉVALUATION GLOBALE DU RAPPORT COÛT-EFFICACITÉ DES CONTRÔLES (ART 66.9 RF).

En 2014, la DG ITEC a poursuivi ses efforts pour renforcer le cadre de contrôle interne, mis en place en 2012 avec la création de la Direction des ressources et en 2013 avec une première réorganisation interne à la DIT. Ces deux opérations ont eu des résultats tangibles et contribué à renforcer la stabilité de la DG ITEC ainsi que sa capacité à fournir des solutions (innovation) et services (support) au Parlement et aux usagers.

Cette activité a continué tout au long de l'année 2014 avec une nouvelle mesure structurelle qui contraint à une réorganisation en profondeur de la Direction des technologies de l'information. Celle-ci a été séparée en deux nouvelles directions plus spécialisée: celle du développement et du support et celle de l'infrastructure et des équipements.

Cette opération a été approuvée par le Bureau en avril 2014 pour, d'une part, faire face aux besoins croissants de l'institution en solutions informatiques et aux nombreux, divers et complexes projets pris en charge par la DIT, et, d'autre part, pour réduire le risque, jugé trop important, d'entrave au bon fonctionnement de la DG ITEC que posent le suivi du budget annuel, qui est conséquent, et les nombreux contrats d'acquisitions et de prestations de service, qui ajoutent un niveau de complexité supplémentaire à la mise en œuvre d'une bonne gestion financière.

Parallèlement à la redistribution des activités de la DIT en deux nouvelles structures opérationnelles, la DG ITEC s'est dotée de quatre directions équilibrées, spécialisées et à l'identité bien définie. La taille plus réduite des deux nouvelles directions en nombre d'unités, en nombre d'effectifs et en termes de ressources financières permet de retrouver souplesse, agilité, réactivité, contrôle et, surtout, de faire bénéficier leurs activités respectives de nouvelles perspectives de développement.

Cette redistribution a permis de répartir le risque de manière raisonnablement équilibrée entre les deux nouvelles entités, avec pour conséquence de renforcer la capacité de gestion de l'ensemble de la DG (comme l'indiquent les prestations de la DG en 2014), ce qui a des effets positifs sur sa mission, ses tâches et ses activités.

En complément à ces mesures, l'ordonnateur délégué a constaté, en 2014, des progrès considérables dans le renforcement du contrôle interne des activités de la DG, tout particulièrement dans le domaine des contrats et de la passation de marchés publics (contrats de services et fourniture). Ces améliorations sont confirmées par l'auditeur interne, qui, dans son rapport sur les actions transversales de 2014, constatant que les pratiques en place à la DG ITEC éliminent les risques résiduels associés, clôture quatre actions ouvertes depuis 2013 dans ces deux domaines. En outre, il est important de mentionner que, grâce aux mesures mises en place par la DG ITEC, l'année 2014 a vu de grands progrès dans la réduction du risque résiduel associé aux activités de programmation et de suivi des activités stratégiques, ainsi que dans l'évaluation comparative avec d'autres organisations similaires. Depuis 2013, ces efforts ont permis de réduire le nombre d'actions d'audit transversales ouvertes, qui est passé de onze à cinq, la responsabilité pour deux d'entre elles étant en outre partagée avec le service de la comptabilité du Parlement (voir chapitre 1.2 du rapport).

Le contexte actuel de la DG est renforcé plus avant par les mesures mises en place depuis fin 2012, destinées a) à rééquilibrer le nombre de consultants intra muros; b) à renforcer les effectifs statutaires hautement qualifiés dans les secteurs d'activité sensibles de la DG; et c) à renforcer l'externalisation de la prestation de services, notamment dans le domaine du

développement et de la maintenance du parc applicatif (projet ECA) grâce à la mise à disposition d'environnements virtuels (VDI).

Les résultats obtenus à la fin de l'année 2014 contribuent à renforcer un environnement déjà stable et solide, permettant à la DG d'être pleinement équipée pour faire face aux attentes de ses clients ainsi qu'aux défis futurs liés à une complexité croissante.

L'ordonnateur délégué considère que le niveau de maturité atteint par la DG, ainsi que le degré de maîtrise élevé de ses activités, créent les conditions optimales pour poursuivre et renforcer les efforts d'amélioration des performances, grâce aux actions suivantes, entreprises en 2014 et censées aboutir en 2015:

- un audit indépendant de sécurité informatique (selon les recommandations de la commission du contrôle budgétaire);
- un audit interne des infrastructures TIC et des équipements mobiles;
- le renforcement des systèmes de communication du Parlement et le recours accru aux logiciels et solutions libres et ouverts, tant pour le développement que pour l'infrastructure (selon les recommandations de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures).

En outre, la DG continue de s'efforcer d'appliquer toutes mesures et recommandations en matière de gestion du risque (en coopération étroite avec le service pour la gestion du risque du Parlement européen) et procède, deux fois par an, à la mise à jour de sa cartographie des risques et de son registre des risques opérationnels. Ces actions seront renforcées plus avant en 2015, avec la création d'un registre des risques liés aux objectifs stratégiques de la DG et au cadre stratégique d'exécution du Parlement européen.

Enfin, en complément aux éléments mentionnés ci-dessus, l'ordonnateur tient à signaler que la DG ITEC a complété, en 2014, la révision et la mise à jour de toutes les notifications DPD (délégué à la protection des données) liées à ses activités et services, conformément aux dispositions du règlement (CE) n° 45/2001.

4. CONCLUSIONS

L'ordonnateur délégué considère que la DG ITEC est toujours en progression, comme l'année 2014 en atteste.

La planification et la mise à exécution du programme annuel en matière informatique constituent désormais un processus maîtrisé, qui a atteint un haut niveau de maturité tant au sein de la DG ITEC que chez ses clients. Les rapports de suivi et d'exécution des programmes en matière d'informatique pour 2013 et 2014, ainsi que le programme pour 2015, présentés au comité de pilotage des TIC, le démontrent fort bien (voir rapport en annexe). À noter qu'aujourd'hui, ce processus s'inscrit intégralement dans le nouveau cadre stratégique d'exécution, et s'aligne sur le nouveau portefeuille de projets du Parlement européen (PPP), présenté tout récemment par le secrétaire général aux journées "hors les murs" du Bureau en octobre.

Ce processus a été renforcé par l'adoption d'une méthodologie pour la gestion des projets décentralisés avec la mise en route de projets par les DG TRAD, INTE, PERS et COMM.

Ce processus est soutenu par un progrès et un renforcement constants des activités de support fournies par les services chargés des relations client. Ceux-ci ont créé une très forte fidélisation et d'étroites synergies grâce à une amélioration continue de la communication interne-externe. Les efforts de communication ont été renforcés par l'organisation, en novembre 2014, d'une conférence sur les TIC au Parlement européen, intitulée "Comment les TIC peuvent-elles améliorer l'interaction entre les députés au Parlement européen et les citoyens?".

La conférence, suivie d'ateliers thématiques sur la sécurité informatique, la mobilité et le Knowledge Management Portal, s'inscrivait dans le contexte d'un forum de trois jours au cours desquels la DG ITEC a présenté et fait découvrir ses services aux députés, aux APA et au personnel du Parlement européen. La DG a notamment mis en valeur à cette occasion les outils et techniques développés pour soutenir la numérisation des procédures et la mobilité. (Voir rapport en annexe.)

Autre élément ayant contribué à renforcer davantage la structure interne de la DG ITEC, la décision, adoptée par le Bureau le 14 avril 2014, de réorganiser la DIT en deux nouvelles directions. Cette nouvelle structure répond mieux aux besoins d'augmentation de l'efficacité et de la souplesse nécessaires à faire face aux défis de la huitième législature et améliore considérablement la capacité de gestion des ressources et des activités de la DG tout en réduisant fortement les risques y associés.

À noter que, bien que la situation relative aux postes sensibles, tels que la gestion des infrastructures et la sécurité informatique, reste difficile, la résolution du Parlement européen du 17 avril 2014 sur l'état prévisionnel des recettes et des dépenses pour l'exercice 2015, adoptée à la suite d'un rapport élaboré par la commission des budgets, donne un élan positif qui est favorable à la mitigation des risques organisationnels, fonctionnels et opérationnels associés.

N'oublions pas les opérations réalisées dans le cadre du soutien à la campagne institutionnelle pour les élections européennes et aux événements y associés (EYE 2014, journées portes ouvertes, soirée électorale, accueil des nouveaux députés, etc.).

Il y a lieu également d'évoquer les activités et investissements liés à la préparation de la huitième législature du point de vue logistique: déménagement SQM, aménagement de bureaux supplémentaires pour les députés et nouveaux équipements informatiques individuels des députés, y compris des tablettes (conformément à la révision des règles adoptées par le Bureau en juin (PE 533.147/BUR and annexes)); et du point de vue des activités: développement d'applications "d'entreprise" comme le portail des députés, FMS, ou encore SYSPER2.

À relever, enfin, les opérations et activités liés à la mise en place des environnements destinés à l'utilisation d'espaces collaboratifs de travail par les députés, leurs assistants accrédités et certains membres du personnel administratif du Parlement (SharePoint). Ces opérations interviennent en complément et en parallèle de projets en faveur de la mobilité du travail (tablettes – MOVEP/Mobility1) et sont étayées par les modifications techniques apportées à la plateforme intranet évoquées précédemment.

Enfin, l'évaluation générale s'inscrit dans un contexte de très forte réorganisation administrative du secrétariat général du Parlement (nouvelles entités), qui a généré une augmentation importante des activités, exécutées sur un budget stable qui n'est pas en augmentation.

S'ajoutent aux actions mentionnées ci-dessus:

- la préparation et l'adoption d'orientations stratégiques pour les TIC pour la période 2014-2019, présentées et adoptées en novembre lors de la réunion constitutive du groupe de travail du Bureau sur les TIC;
- l'introduction du nouveau cadre stratégique d'exécution du secrétaire général et la déclinaison de ce cadre pour la DG ITEC (document soumis en décembre 2014);
- la mise en œuvre des recommandations des résolutions LIBE (renforcement de la sécurité des systèmes de communication du Parlement et plus grand recours aux logiciels et solutions libres et ouverts tant pour le développement que pour l'infrastructure) et CONT (décharge 2012). En complément des réponses transmises à la DG FINS, la DG ITEC a finalisé et transmis au secrétaire général le rapport intermédiaire avec les actions envisagées et la feuille de route correspondante, comme prévu au paragraphe 101 de la résolution;
- réalisation de projets lancés par la présidence du comité interinstitutionnel pour l'informatique (réseau d'informatique en nuage privé interinstitutionnel, harmonisation des formats des documents fondée sur le format XML, renforcement de la coopération en matière de cybersécurité et participation renforcée à l'équipe d'intervention en cas d'urgence informatique de l'Union). Depuis le suivi présenté lors de la réunion du comité interinstitutionnel du 5 septembre 2014, l'appel d'offres pour l'informatique en nuage a été publié au *Journal officiel* et les travaux sur les formats des documents avancent selon le calendrier prévu. À noter, dans ce contexte, que les administrations des principales institutions européennes ont décidé d'utiliser OOXDML comme format d'échange interinstitutionnel à partir de février 2015;
- la présidence par le Parlement du comité de direction de l'Office des publications et, en complément des actions du comité interinstitutionnel pour l'informatique sur le format des documents, la promotion des activités en faveur du portail de données ouvertes. Un document stratégique, qui définit la contribution du Parlement à ce projet selon différents scénarios, a été soumis au secrétaire général en septembre;
- l'achèvement partiel du processus d'internalisation; néanmoins, celui-ci ne sera véritablement mené à bien qu'après la publication de concours destinés aux spécialistes en 2015 et la conclusion du processus de recrutement à partir des listes de lauréats, ou à défaut, par le pourvoi de postes grâce au recrutement d'agents temporaires;
- la réalisation des objectifs en termes de réduction des conseillers intra-muros et d'externalisation des conseillers dans le domaine du développement et de la maintenance des applications (projet ECA). Un rapport détaillé a été envoyé au secrétaire général au mois de janvier;
- la continuité des opérations pendant la phase de transition des contrats-cadres ITS08 et ITS14, accompagnée d'une exécution budgétaire efficace et adéquate (engagements et paiements des crédits courants et paiements sur crédits reportés), assurées toutes deux avec professionnalisme en dépit d'un contexte juridique et procédural très complexe;
- l'alignement réussi du budget 2015 et des opérations de la DG ITEC sur la nouvelle nomenclature budgétaire de janvier 2014.

5. DÉCLARATION DE L'ORDONNATEUR DÉLÉGUÉ

Je soussigné

Directeur général de

en ma qualité d'ordonnateur délégué déclare par la présente que j'ai l'assurance raisonnable que :

- a) les informations contenues dans le rapport donnent une image fidèle de la situation ;
- b) les ressources allouées aux activités décrites dans ce rapport ont été utilisées aux fins prévues et conformément au principe de bonne gestion financière
- c) les procédures de contrôle mises en place offrent les garanties nécessaires quant à la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes.

Cette assurance raisonnable se fonde sur mon propre jugement et sur les éléments d'information à ma disposition, comme, par exemple, les résultats de l'auto-évaluation, des contrôles ex-post et des observations du Service d'audit interne ainsi que les enseignements retirés des rapports de la Cour des comptes relatifs aux exercices antérieurs à celui de cette déclaration.

Confirme en outre n'avoir connaissance d'aucun fait non signalé pouvant nuire aux intérêts de l'institution.

Toutefois les qualifications/observations suivantes doivent être relevées: *[le cas échéant]*.
[L'ordonnateur délégué pourra au titre des qualifications relever notamment les risques particuliers auxquels l'exécution de ses crédits aurait été exposée, ou relever des dysfonctionnements; dans ce cas, elles doivent être accompagnées de l'indication des mesures prises ou envisagées par l'ordonnateur délégué pour y remédier].

Fait à

le 30/01/2015

Signature

6. ANNEXES

6.1. Relevés d'exécution budgétaire 2014 2014 budget implementation statement

2014 ITEC crédits courants

Poste	Intitulé	Credits Initiaux	Virements Budg. Suppl.	Credits Actuels	Engagements contractes	% Util.	Paiements effectues	Soldes des Engag	Credits disponibles
2100	INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - ACTIVITES RECURRENTES DE FONCTIONNEMENT	25.862.503,00	-4.332.203,00	21.530.300,00	21.066.292,56	97,84%	16.992.456,82	4.073.835,74	464.007,44
2101	INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - ACTIVITES RECURRENTES RELATIVE A L'INFRASTRUCTURE	27.478.949,00	-5.389.512,00	22.089.437,00	21.890.682,48	99,10%	14.557.481,07	7.333.201,41	198.754,52
2102	INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - ACTIVITES RECURRENTES RELATIVE AU SUPPORT GENERAL AUX UTILISATEURS	13.315.983,00	-1.536.785,00	11.779.198,00	11.763.534,15	99,87%	6.565.929,47	5.197.604,68	15.663,85
2103	INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - ACTIVITES RECURRENTES DE GESTION DES APPLICATIONS TIC	11.650.000,00	-179.690,00	11.470.310,00	11.380.838,66	99,22%	7.763.809,03	3.617.029,63	89.471,34
2104	INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - INVESTISSEMENTS EN INFRASTRUCTURES	15.743.215,00	3.841.200,00	19.584.415,00	19.352.736,86	98,82%	8.545.724,32	10.807.012,54	231.678,14
2105	INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - INVESTISSEMENTS EN PROJETS	11.977.727,00	-1.036.424,00	10.941.303,00	10.449.308,14	95,50%	4.194.950,76	6.254.357,38	491.994,86
TOTAL Dossier DIT		106.028.377,00	-8.633.414,00	97.394.963,00	95.903.392,85	98,47%	58.620.351,47	37.283.041,38	1.491.570,15
2140	ACHAT, RENOUELEMENT, LOCATION, ENTRETIEN ET REPARATION DE MATERIEL ET D'INSTALLATIONS TECHNIQUES - EDITION ET DIFFUSION SOUS FORME TRADITIONNELLE OU ELECTRONIQUE	1.009.500,00	50.000,00	1.059.500,00	1.059.000,00	99,95%	615.565,18	443.434,82	500,00
2300	PAPETERIE, FOURNITURES DE BUREAU ET CONSOMMABLES DIVERS: PAPIER, SUPPORTS ET CONSOMMABLES DIVERS POUR LA DIRECTION DE L'EDITION	225.000,00	0,00	225.000,00	223.000,05	99,11%	164.047,46	58.952,59	1.999,95
2360	DISTRIBUTION A LUXEMBOURG	95.000,00	0,00	95.000,00	88.015,61	92,65%	52.259,78	35.755,83	6.984,39
3240	JOURNAL OFFICIEL	4.586.000,00	-300.000,00	4.286.000,00	4.202.107,46	98,04%	4.152.107,46	50.000,00	83.892,54
3241	PUBLICATIONS NUMERIQUES ET TRADITIONNELLES	3.588.318,00	0,00	3.588.318,00	3.496.946,08	97,45%	1.820.620,76	1.676.325,32	91.371,92
TOTAL Dossier 07A		9.503.818,00	-250.000,00	9.253.818,00	9.069.069,20	98,00%	6.804.600,64	2.264.468,56	184.748,80
TOTAL ITEC		115.532.195,00	-8.883.414,00	106.648.781,00	104.972.462,05	98,43%	65.424.952,11	39.547.509,94	1.676.318,95

Poste	Intitulé	CREDITS REPORTES	CREDITS ACTUELS	ENGAGEMENTS CONTRACTES	PAIEMENTS EFFECTUES	% UTIL.	RESTE A PAYER	RELIQUAT DE CONVERSION
2102	PRESTATIONS EXTERNES POUR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE L'INNOVATION	13.262.208,85	13.262.208,85	13.262.208,85	12.973.603,61	97,82%	288.605,24	0,00
2100	EQUIPEMENTS ET LOGICIELS POUR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE L'INNOVATION	31.529.838,42	31.529.838,42	31.529.838,42	30.575.979,02	96,97%	953.859,40	0,00
2350	TELECOMMUNICATIONS	1.299.844,98	1.299.844,98	1.299.844,98	975.403,27	75,04%	324.441,71	0,00
TOTAL Dossier DIT		46.091.892,25	46.091.892,25	46.091.892,25	44.524.985,90	96,60%	1.566.906,35	0,00
2140	ACHAT, RENOUELEMENT, LOCATION, ENTRETIEN ET REPARATION DE MATERIEL ET D'INSTALLATIONS TECHNIQUES - EDITION ET DIFFUSION SOUS FORME TRADITIONNELLE OU ELECTRONIQUE	463.614,29	463.614,29	463.614,29	439.989,27	94,90%	23.625,02	0,00
2300	PAPETERIE, FOURNITURES DE BUREAU ET CONSOMMABLES DIVERS: PAPIER, SUPPORTS ET CONSOMMABLES DIVERS POUR LA DIRECTION DE L'EDITION	62.764,91	62.764,91	62.764,91	62.722,38	99,93%	42,53	0,00
2360	DISTRIBUTION A LUXEMBOURG	31.486,90	31.486,90	31.486,90	15.844,33	50,32%	15.642,57	0,00
3240	JOURNAL OFFICIEL	147.809,27	147.809,27	147.809,27	147.809,27	100,00%	0,00	0,00
3241	PUBLICATIONS NUMERIQUES ET TRADITIONNELLES	1.922.929,06	1.922.929,06	1.922.929,06	1.902.900,48	98,96%	20.028,58	0,00
TOTAL Dossier 07A		2.628.604,43	2.628.604,43	2.628.604,43	2.569.265,73	97,74%	59.338,70	0,00
							0,00	0,00
TOTAL ITEC		48.720.496,68	48.720.496,68	48.720.496,68	47.094.251,63	96,66%	1.626.245,05	0,00

2014 ITEC crédits reportés non-automatiques

Poste	Intitulé	CREDITS REPORTES	CREDITS ACTUELS	ENGAGEMENTS CONTRACTES	PAIEMENTS EFFECTUES	% UTIL.	RESTE A PAYER	RELIQUAT DE CONVERSION
TOTAL Dossier DIT		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
TOTAL Dossier 07A		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
TOTAL ITEC		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00

2014 ITEC recettes affectées

Poste	Intitulé	CREDITS AN. PRECED.	CREDITS AN. CUMULES	CREDITS ACTUELS	ENGAGEMENTS CONTRACTES	% UTIL.	PAIEMENTS EFFECTUES.	SOLDES DES ENGAG. E.C.	CREDITS DISPONIBLES
2100	CREDITS ISS'US DE RECETTES AFFECTEES INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - ACTIVITES RECURRENTES DE FONCTIONNEMENT	0,00	176.226,79	176.226,79	0,00	0,00%	0,00	0,00	176.226,79
2101	CREDITS ISS'US DE RECETTES AFFECTEES INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - ACTIVITES RECURRENTES RELATIVE A L'INFRASTRUCTURE	0,00	291.464,46	291.464,46	89.093,06	30,57%	49.477,05	39.616,01	202.371,40
2103	CREDITS ISS'US DE RECETTES AFFECTEES INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - ACTIVITES RECURRENTES DE GESTION DES APPLICATIONS TIC	0,00	31.668,00	31.668,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	31.668,00
2104	CREDITS ISS'US DE RECETTES AFFECTEES INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - INVESTISSEMENTS EN INFRASTRUCTURES	0,00	35.276,24	35.276,24	2.500,00	7,09%	0,00	2.500,00	32.776,24
2105	CREDITS ISS'US DE RECETTES AFFECTEES INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - INVESTISSEMENTS EN PROJETS	0,00	2.043,04	2.043,04	0,00	0,00%	0,00	0,00	2.043,04
TOTAL Dossier DIT		0,00	536.678,53	536.678,53	91.593,06	17,07%	49.477,05	42.116,01	445.085,47
2140	CREDITS ISS'US DE RECETTES AFFECTEES ACHAT, RENOUVELLEMENT, LOCATION, ENTRETIEN ET REPARATION DE MATERIEL ET D'INSTALLATIONS TECHNIQUES - EDITION ET DIFFUSION SOUS FORME TRADITIONNELLE OU ELECTRONIQUE	0,00	133.579,50	133.579,50	125.834,02	94,20%	0,00	125.834,02	7.745,48
3240	CREDITS ISS'US DE RECETTES AFFECTEES JOURNAL OFFICIEL	0,00	5.848,47	5.848,47	0,00	0,00%	0,00	0,00	5.848,47
TOTAL Dossier 07A		0,00	139.427,97	139.427,97	125.834,02	90,25%	0,00	125.834,02	13.593,95
TOTAL ITEC		0,00	676.106,50	676.106,50	217.427,08	32,16%	49.477,05	167.950,03	458.679,42

2014 ITEC recettes affectées reportées

Poste	Intitulé	CREDITS INITAUX	CREDITS ACTUELS	ENGAGEMENTS CONTRACTES	PAIEMENTS EFFECTUES.	% UTIL.	SOLDES DES ENGAG. E.C.	CREDITS DISPONIBLES
2100	CREDITS ISS'US DE RECETTES AFFECTEES REPORTEES INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - ACTIVITES RECURRENTES DE FONCTIONNEMENT	775.373,10	115.366,09	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00	115.366,09
2101	CREDITS ISS'US DE RECETTES AFFECTEES REPORTEES INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - ACTIVITES RECURRENTES RELATIVE A L'INFRASTRUCTURE	0,00	261.756,49	261.660,00	0,00	0,00%	261.660,00	96,49
2102	CREDITS ISS'US DE RECETTES AFFECTEES REPORTEES INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - ACTIVITES RECURRENTES RELATIVE AU SUPPORT GENERAL AUX UTILISATEURS	222.608,63	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00	0,00
2103	CREDITS ISS'US DE RECETTES AFFECTEES REPORTEES INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - ACTIVITES RECURRENTES DE GESTION DES APPLICATIONS TIC	0,00	56.347,20	9.300,00	0,00	0,00%	9.300,00	47.047,20
2104	CREDITS ISS'US DE RECETTES AFFECTEES REPORTEES INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - INVESTISSEMENTS EN INFRASTRUCTURES	0,00	619.878,04	619.530,36	58.525,42	9,45%	561.004,94	347,68
2350	TELECOMMUNICATIONS	55.366,09	0,00					
TOTAL Dossier DIT		1.053.347,82	1.053.347,82	890.490,36	58.525,42	6,57%	831.964,94	162.857,46
2140	CREDITS ISS'US DE RECETTES AFFECTEES REPORTEES ACHAT, RENOUELEMENT, LOCATION, ENTRETIEN ET REPARATION DE MATERIEL ET D'INSTALLATIONS TECHNIQUES - EDITION ET DIFFUSION SOUS FORME TRADITIONNELLE OU ELECTRONIQUE	52.856,47	52.856,47	52.856,47	27.281,34	51,61%	25.575,13	0,00
2300	CREDITS ISS'US DE RECETTES AFFECTEES REPORTEES PAPETERIE, FOURNITURES DE BUREAU ET CONSOMMABLES DIVERS: PAPIER, SUPPORTS ET CONSOMMABLES DIVERS POUR LA DIRECTION DE L'EDITION	3.866,86	3.866,86	3.684,80	3.684,80	100,00%	0,00	182,06
3240	CREDITS ISS'US DE RECETTES AFFECTEES REPORTEES JOURNAL OFFICIEL	13.316,24	13.316,24	13.316,24	13.316,24	100,00%	0,00	0,00
3241	CREDITS ISS'US DE RECETTES AFFECTEES REPORTEES PUBLICATIONS NUMERIQUES ET TRADITIONNELLES	39.162,50	39.162,50	37.831,09	10.943,59	28,93%	26.887,50	1.331,41
TOTAL Dossier 07A		109.202,07	109.202,07	107.688,60	55.225,97	51,28%	52.462,63	1.513,47
TOTAL ITEC		1.162.549,89	1.162.549,89	998.178,96	113.751,39	11,40%	884.427,57	164.370,93

2014 ITEC RECETTES GENERALES

Poste	Intitulé	CREDITS INITIAUX	VIREMENT + BUDG. SUPPL.	CREDITS ACTUELS	ENGAGEMENTS CONTRACTES	PAIEMENTS EFFECTUES.	SOLDES DES ENGAG. E.C.	CREDITS DISPONI BLE
5002	RECETTES PROVENANT DU PRODUIT DE FOURNITURES EFFECTUEES EN FAVEUR D'AUTRES INSTITUTIONS OU ORGANISMES - RECETTES AFFECTEES -	0,00	0,00	0,00	-1,00	0,00	-1,00	1,00
5500	RECETTES PROVENANT DU PRODUIT DE PRESTATIONS DE SERVICES ET DE TRAVAUX EFFECTUEES EN FAVEUR D'AUTRES INSTITUTIONS OU ORGANISMES	0,00	0,00	0,00	-1,00	0,00	-1,00	1,00
5700	RECETTES PROVENANT DE LA RESTITUTION DES SOMMES QUI ONT ETE INDUMENT PAYEES - RECETTES AFFECTEES -	0,00	0,00	0,00	-1,00	0,00	-1,00	1,00
TOTAL Dossier DIT		0,00	0,00	0,00	-3,00	0,00	-3,00	3,00
5001	PRODUIT DE LA VENTE DES AUTRES BIENS MEUBLES RECETTES AFFECTEES	0,00	0,00	0,00	-1,00	0,00	-1,00	1,00
5002	RECETTES PROVENANT DU PRODUIT DE FOURNITURES EFFECTUEES EN FAVEUR D'AUTRES INSTITUTIONS OU ORGANISMES - RECETTES AFFECTEES	0,00	0,00	0,00	-1,00	0,00	-1,00	1,00
5020	PRODUIT DE LA VENTE DE PUBLICATIONS, IMPRIMES ET FILMS - RECETTES AFFECTEES	0,00	0,00	0,00	-1,00	0,00	-1,00	1,00
5500	RECETTES PROVENANT DU PRODUIT DE PRESTATIONS DE SERVICES ET DE TRAVAUX EFFECTUES EN FAVEUR D'AUTRES INSTITUTIONS OU ORGANISMES	0,00	0,00	0,00	-1,00	0,00	-1,00	1,00
5510	RECETTES PROVENANT DES TIERS POUR DES PRESTATIONS DE SERVICES OU DES TRAVAUX EFFECTUES SUR LEUR DEMANDE - RECETTES AFFECTEES	0,00	0,00	0,00	-1,00	0,00	-1,00	1,00
5700	RECETTES PROVENANT DE LA RESTITUTION DES SOMMES QUI ONT ETE INDUMENT PAYEES - RECETTES AFFECTEES	0,00	0,00	0,00	-1,00	0,00	-1,00	1,00
6600	AUTRES CONTRIBUTIONS & RESTITUTIONS AFFECTEES	0,00	0,00	0,00	-1,00	0,00	-1,00	1,00
9000	RECETTES DIVERSES	0,00	0,00	0,00	-1,00	0,00	-1,00	1,00
TOTAL Dossier 07A		0,00	0,00	0,00	-8,00	0,00	-8,00	8,00
TOTAL ITEC		0,00	0,00	0,00	-11,00	0,00	-11,00	11,00

6.2. Rapport sur le respect des délais de paiement

Report on compliance with payment time limits

Factures payées en 2014		Intérêts de retard à payer d'office (>200€)	Intérêts de retard à payer à la demande (<=200€)	Pas d'intérêts de retard à payer	Total
Endéans le délai	Nombre de factures			3.216	3.216
	Montant total des factures (EUR)			108.880.328,42	108.880.328,42
Hors délai	Nombre de factures	3	256	0	259
	Montant total des factures (EUR)	309.747,73	4.553.117,85	0	4.862.865,58
	Montant des intérêts de retard (EUR)	680,66	4.944,04	0	5.624,70
Nombre total de factures		3	256	3.216	3.475
Montant total des factures (EUR)		309.747,73	4.553.117,85	108.880.328,42	113.743.194,00

Le montant total des intérêts de retard calculé pour l'année 2014 est de 5.624,70€ (3.954,20€ en 2013 et 6.484,74 € en 2012) et concerne 259 factures (200 en 2013 et 185 en 2012). Ceci est à mettre en rapport avec le nombre total de factures traitées qui est de 3 475 (3407 en 2013 et 3572 en 2012) et le montant des paiements 113.743.194,00€ (129.439.142,86€ en 2013 et 109.908.395,91€ en 2012).

Les intérêts de retard calculés en théorie ne représentent qu'une infime partie des paiements (0,005%). À titre de comparaison ce ratio était de 0,003% en 2013 et de 0,006% en 2012.

Les intérêts de retards effectivement payés aux fournisseurs se montent à 680,66 € soit 0,001 % du total des paiements (0 € en 2013 et 2.765,74€ en 2012). Ceci est donc infime et concerne uniquement les intérêts payables d'office et 3 factures sur les 3475 traitées dans l'année.

Ces 3 factures présentent la même caractéristique d'avoir été enregistrées au courrier officiel respectivement les 19, 23 et 31 décembre 2013, c'est-à-dire à des dates pendant lesquelles aucun paiement ne peut plus être traité ni en comptabilité (application indisponible) ni par les ordonnateurs ou initiateurs (fermeture des bureaux).

À ce jour, la DG ITEC n'a reçu aucune demande spécifique de la part des fournisseurs pour les factures pouvant potentiellement générer des intérêts de retard inférieurs ou égaux à 200 euros, et n'a dès lors rien payé. Mais à la lumière des exercices précédents, on peut légitimement conclure que ce ne sera pas le cas. De toute manière, et au cas où ils seraient totalement versés aux fournisseurs, leur montant serait largement compensé par l'application de pénalités sur l'exécution de contrats ayant généré des recettes affectées.

En conclusion, 2014 est une année qui confirme une bonne discipline budgétaire quant au respect des délais de paiements. Une attention particulière est prêtée aux factures pouvant générer des intérêts de retard automatiques. Depuis le mois de juillet 2014, un suivi journalier est effectué et porte ses fruits. La DG ITEC n'était pas en mesure d'éviter les paiements tardifs sur les 3 factures incriminées dont la date d'enregistrement et le délai de transmission à ses services induisaient un retard.

La situation s'annonce en théorie meilleure en 2015 grâce au passage à la signature électronique des ordres de paiements et à l'amélioration de la pratique des dates d'enregistrement des factures qui parviennent à la comptabilité du Parlement européen pendant la période de fermeture des bureaux et de fermeture des applications financières entre deux exercices budgétaires.

**6.3. Liste des exceptions - dérogations à la réglementation (IO) / List of exceptions – derogations from the rules
Liste des renonciations/annulations de créance (RAP 91, 92) / List of waivers/cancellations of receivables (Articles 91 and 92 RAP)**

Dérogations aux procédures

Les décisions dérogeant aux procédures établies et aux réglementations applicables							
Réf. document	Ordonnateur compétent	Objet	Montant	Avis vérificateurs		Décision	
				conforme avec observation / non conforme	Justification	Ordonnateur compétent	Justification
	RUIZ DE LA TORRE R.	CS12 - mainten. / CC ITC SOL LO1 - 1 PE-ITEC-DIT-OPERATIONS		Conforme	La demande de l'offre est faite sur base d'une entente directe (art. 137.2 RAP), donc dérogation de l'art. 122 RAP	Validé par l'ordonnateur compétent	L'article 122 RAP a été respecté
ED 60199	PARIDANS P.	Assistance aux projets de migration, d'élaboration d'architecture, implémentation d'évolution de plateformes du PE	28.274,40	Conforme	Régularisation des dépenses pour l'assistance au déploiement d'infrastructures	Validé par l'ordonnateur compétent	Pour régulariser les dépenses, dont il ne reste pas de crédits sur l'ED validé en respectant la préalabilité, note D(2014) 10102 du 17 février 2014, signéE par M. G. Schilt
OD 456 / 844	SCHILT G.	Onsite installation services	672,00	Conforme	Régularisation des dépenses pour facture d'onsite installation services	Validé par l'ordonnateur compétent	Pour régulariser les dépenses, dont il ne reste pas de crédits sur l'ED validé en respectant la préalabilité
ED 60489	SCHILT. G	Achat des licences	1.602,458,64	Conforme	L'engagement budgétaire n'est pas préalable à l'engagement juridique, l'art. 86 du RF n'est donc pas respecté	Validé par l'ordonnateur compétent	Réception tardive du Parlement européen du contrat cadre interinstitutionnel DI/7020-00
OD 536 / 1172 - 1173 - 1174 - 1175 - 1176	CHISMOL IBANEZ R.	Déplacement d'experts	1.225,80 757,80 847,80 825,80 825,80	Conforme	Régularisation des dépenses pour les déplacements d'experts	Validé par l'ordonnateur compétent	Pour régulariser les dépenses, dont il ne reste pas de crédits sur l'ED validé en respectant la préalabilité

Les décisions dérogeant aux procédures établies et aux réglementations applicables

OD 536 / 1240 - 1241	RUIZ DE LA TORRE R.	Maintenance e-mail	95.232,99 104.250,60	Conforme	Manque de commande ou contrat spécifique liés au CC Maintenance Email HP	Validé par l'ordonnateur compétent	Pour régulariser les dépenses sans commande ou contrat spécifique, sans établir de note au dossier
ED 60641	EILERTSEN S.	FMS Blueprint studies	52.930,00	Conforme	Le CSOW est très concis sans détails	Validé par le Directeur (l'ordonnateur compétent)	Le Directeur (l'ordonnateur compétent) accepte le CSOW tel quel
ED 50100	BARTOLINI A.	Quote-part du PE pour l'Annuaire interinstitutionnel de l'UE	2.558,24	Conforme	L'engagement budgétaire n'est pas préalable à l'engagement juridique, l'art. 86 du RF n'est donc pas respecté	Validé par l'ordonnateur compétent	Dépassement du montant initialement communiqué par l'Office des Publications au Parlement européen, note au dossier du 30/09/2014 de l'ordonnateur compétent
OD 536 / 1410 - 1411	RUIZ DE LA TORRE R.	Maintenance e-mail	95.232,99 104.250,60	Conforme	Manque de commande ou contrat spécifique liés au CC Maintenance Email HP	Validé par l'ordonnateur compétent	Pour régulariser les dépenses sans commande ou contrat spécifique, sans établir de note au dossier
ED 50101	BARTOLINI A.	Travaux pour le Journal Officiel 2013	13.923,70	Conforme	L'engagement budgétaire n'est pas préalable à l'engagement juridique, l'art. 86 du RF n'est donc pas respecté	Validé par l'ordonnateur compétent	Dépassement du montant initialement communiqué par l'Office des Publications au Parlement européen, note au dossier du 15/10/2014 de l'ordonnateur compétent

Les décisions dérogeant aux procédures établies et aux réglementations applicables

OD 651 / 898 -899	POTOMS G	Travel expenses	688,00 336,00	Conforme	Régularisation des dépenses pour les déplacements des externes	Validé par l'ordonnateur compétent	Pour régulariser les dépenses, dont il ne reste pas de crédits sur l'ED validé en respectant la préalabilité
-------------------	----------	-----------------	------------------	----------	--	------------------------------------	--

Contrats-Cadre ITS08 - ITS14

La continuité de opérations pendant la phase de transition des contrats-cadres ITS08 et ITS14 et garantissant une bonne et efficace exécution budgétaire (engagements et paiements des crédits courants et paiements sur crédits reportés) a été assuré avec professionnalisme cela malgré un contexte juridique et procédural très complexe. Toutefois, des événements hors du contrôle du pouvoir adjudicateur impactant particulièrement un des lots de la procédure de marché ITS14 a obligé l'Ordonnateur Délégué à procéder par voie d'exception à la prolongation par avenant de contrats spécifiques établis sur base de l'ancien contrat-cadre échu, ceci dans le but d'assurer la continuité des services IT rendus à l'Institution par la DG ITEC jusqu'à ce que les mesures immédiatement prises mettent à disposition un nouveau cadre contractuel. Afin de pallier les conséquences de la suspension d'un lot de la procédure de marché ITS14 pour une durée indéterminée, l'Ordonnateur Délégué, outre les avenants techniques permettant de prolonger un sous-ensemble des contrats spécifiques encore en vigueur et cruciaux pour la bonne marche de l'Institution, a pris les mesures suivantes: consultation régulière du Service Juridique en toute transparence concernant les actions à prendre, saisine du Forum des Marchés Publics en vue de procéder en toute transparence et en ligne avec la règlementation au lancement de procédures négociées exceptionnelles Art 134.1 pour assurer la continuité des services impactés par la suspension d'un lot de l'ITS14, établissement du PPD concernant ces procédures négociées exceptionnelles dès l'avis du FMP rendu, établissement des documents contractuels relatifs aux procédures négociées dans les délais les plus courts possible en vue de leur lancement encore en janvier 2015.

Renonciation/annulations de créance

Les procédures de renonciations/annulations de créance

Réf. document	Ordonnateur compétent	Objet	Montant	Justification de l'ordonnateur quant à la renonciation/annulation
Ordre de recouvrement 392 - 399	VILELLA G.	Facturation cartes de voeux 2014, annulation député	40,00	Le montant n'est plus récupérable (le député est parti)

6.4. Obligations contractuelles de longue durée
Long-term contractual obligations

Contract managing DG	Contractant	Objet	Durée initiale(*)		Valeur totale marché	Budget Year	Dépense contractuelle pour	Type de renouvellement(**)	Description des mesures de contrôle	Contract/Order Reference with hyperlink	Contr Type Short Code	Contract Tender Clsf Code
			Contrat	Marché								
	ACS Consortium	Informatics services	2	5	€12.600.000,00	2014	€89.513,87	AUTO		ITS08-L05-1	FRM	S
	APAQ CONSORTIUM	Standards, methodology, support, quality control and audit	2	5	€10.800.000,00	2014	€2.739.052,13	AUTO		ITS08-L10-1	FRM	S
	APAQ CONSORTIUM	Research and development in IT engineering	2	5	€16.300.000,00	2014	€1.449.876,24	AUTO		ITS08-L11-1	FRM	S
	ATOS - SOA	Services related to implementation, IT development, continuity and support of the rFIS (re-engineering of the Financial Information System) in the European Parliament	2	5	€9.900.000,00	2014	€52.930,00	AUTO		PE/ITEC-DIT-rFIS12 - LOT 1 - Rank 1	FRM	S
	ATSO CONSORTIUM	User Support in Information Technologies	5	6	€93.705.136,96	2014	€922.272,74	AUTO		ITUSS13-Rank2	FRM	S
	ATRIUM CONSORTIUM	Information Systems Continuity	2	5	€28.500.000,00	2014	€595.526,10	AUTO		ITS08-L08-2	FRM	S
	BECHTLE	MEQ III - Sale to the EU Institutions of complex hardware and informatics services	8	8	€3.152.315,00	2014	€1.207.519,41	MANUAL		DI/07190	FRM	F
	BECHTLE	Sale, rental or leasing of complex or other than complex hardware and the provision of maintenance and documentation. Provision of informatics services being related to the provision of products	7 years	108 M	€40.490.320,00	2014	€6.813,94	AUTO		DI/07210	FRM	F
	BT	Telecommunication services	7 years	84 M	€10.660.355,91	2014	€181.672,42	MANUAL		DI/07100	FRM	S
	BT Limited Belgian Branch	Provision of Internet access services and associated services (INAS)	8 years	96 M	€14.685.000,00	2014	€417.822,49	AUTO		DI/05930	FRM	S
	BT Limited Belgian Branch	Network equipment and associated services	4	5	€84.000.000,00	2014	€1.160.115,71	AUTO		PE-ITEC-DIT-ITIM-TELSIS/Lot 1	FRM	S

BT Limited Belgian Branch	Applications equipment and associated services	4	5	€36.000.000,00	2014	€1.702.097,83	AUTO		PE-ITEC-DIT-ITIM-TELSIS/Lot 2	FRM	S
CGI Luxembourg	Information Systems Continuity	2	5	€28.500.000,00	2014	€7.924.373,96	AUTO		ITS08-L08-1	FRM	S
COMPAREX NEDERLAND	User rights granted of non-exclusive and non-transferable licences of a large range of computer software products, provision of maintenance, support and informatics services excluding training and documentation thereto	6	6	€11.132.274,99	2014	€4.380.200,48	MANUAL		DI/06820	FRM	F
COMPAREX NEDERLAND	Software for Innovation Diversity and Evolution (SIDE)	6 years	48 M	€34.101.206,60	2014	€604.749,96	AUTO		DI/07360	FRM	S
CONSORTIUM D/A	Enterprise architecture, methodology, quality assurance and audit	2	5	€11.595.100,00	2014	€734.060,00	AUTO		PE/ITEC-ITS14 - Lot 6 - Rank 1	FRM	S
CRONOCOMM	Development and maintenance of dissemination information systems	2	5	€64.651.051,00	2014	€2.164.622,00	AUTO		PE/ITEC-ITS14 - Lot 2 - Rank 1	FRM	S
CRONOS INTERNATIONAL	Internet and Intranet dissemination of information	2	5	€43.300.000,00	2014	€11.326.705,50	AUTO		ITS08-L04-1	FRM	S
DAMOVO BELGIUM	Maintenance Telephony Equipment	10	12	N/A	2014	€228.556,24	AUTO		PABX/02	FRM	F
DISTECABLE SL	Cabling works for the telecommunications networks EP Brussels)	1	4	€8.500.000,00	2014	€524.253,25	AUTO		PE-ITEC-DIT-ITIM-CABLAGE-EP-3-L1-R1	FRM	S
ECONOCOM PRODUCTS SOLUTIONS	Sale, rental or leasing of complex or other than complex hardware provision of informatics services related to the provision of products assurance of the coherence and correct functioning of the System	10	10	€18.550.240,00	2014	€714.186,99	AUTO		DI/06720	FRM	F
EPIOS IT SERVICES THV	ICT infrastructure management and operation services and other associated services	5	6	€95.000.000,00	2014	€13.791.456,71	AUTO		ITOMS13-Rank1	FRM	S
EUREL INTERNATIONAL(EUREL GROUP)	Fourniture d'équipement de vote électronique et de services relatifs à l'installation, à la mise à niveau, à la maintenance et au suivi de l'évolution du système de vote électronique au sein du PE	10	10	€12.000.000,00	2014	€296.527,60	NONE		PE/ICTUS-2011/VECOM2	FRM	F
Europarcom - Lot 1 (International)	Carrier Services (Local connectivity)	8	8	€21.000.000,00	2014	€1.016.656,41	AUTO		EPINET Carrier Services - Lot 1	FRM	S

Europarcom - Lot 2 (Brussels)	Carrier Services (Local connectivity)	8	8	€30.000.000,00	2014	€609.993,85	AUTO		EPINET Carrier Services - Lot 2	FRM	S
Europarcom - Lot 3 (Luxembourg)	Carrier Services (Local connectivity)	8	8	€3.900.000,00	2014	€221.815,94	AUTO		EPINET Carrier Services - Lot 3	FRM	S
EUROPEAN DYNAMICS	Development expertise in documentary applications and content management systems	5 years	48 M	€34.100.000,00	2014	€2.924.248,08	AUTO		ITS08-L07-1	FRM	S
FUJITSU TECHNOLOGY SOLUTIONS	Storage, backups and archiving and integration solutions	6 years	72 M	€94.600.000,00	2014	€4.639.067,63	AUTO		PE-ITEC-DIT-ITO ITC SOL LOT 1 Rank 1	FRM	F
GEF-IT THV	User Support in Information Technologies	6	6	€93.705.136,96	2014	€175.197,60	AUTO		ITUSS13-Rank3	FRM	S
GETSYS LUXEMBOURG ASS.MOM.	Supply of printing, copying and scanning devices and associated software and services	11 years		€18.485.571,00	2014	€1.280.756,03	AUTO		DI/06940	FRM	F
HEWLETT-PACKARD BELGIUM	Mainframe Data Servers	2	6	€59.697.720,00	2014	€90.331,92	AUTO		DI/07120	FRM	F
HEWLETT-PACKARD BELGIUM	Maintenance EMAIL HP	10	10	N/A	2014	€853.740,11	AUTO		Maintenance EMAIL HP	FRM	S
I3 CONSORTIUM	Development expertise in DBMS, application services and related tools	5 years	48 M	€43.700.000,00	2014	€7.222.281,47	AUTO		ITS08-L06-1	FRM	S
INTERACT	User Support in Information Technologies	5 years	72 M	€93.705.136,96	2014	€7.973.954,22	AUTO		ITUSS13-Rank1	FRM	S
INTRASOFT INTERNATIONAL	Off-site development projects	5 years	48 M	€12.600.000,00	2014	€162.345,24	AUTO		ITS08-L05-2	FRM	S
ORACLE BELGIUM	Informatics services	Ind.	Ind.	N/A	2014	€1.338.752,03	AUTO		SYSINF - Lot1 et 2	FRM	S
ORACLE BELGIUM	Engineering and systems administration	5 years		€15.900.000,00	2014	€367.200,00	AUTO		ITS08-L16-2	FRM	S
ORANGE CONSULTING	Cabling and IT Machine Rooms	5 years	48 M	€4.900.000,00	2014	€1.022.385,00	AUTO		ITS08-L02-1	FRM	S
ORANGE CONSULTING	Studies, advice and expertise linked to the telecommunications field and security	5 years	48 M	€6.400.000,00	2014	€553.885,50	AUTO		ITS08-L12-1	FRM	S

ORANGE CONSULTING	Telecommunications design and architecture, expertise and assistance in business telecommunications networks and security	5 years	48 M	€23.000.000,00	2014	€4.757.648,01	AUTO		ITS08-L13-1	FRM	S
PWC EU SERVICES EESV	Services related to implementation, IT development, continuity and support of the rFIS12 (re-engineering of the Financial Information System) in the European Parliament	5 years	60 M	€9.900.000,00	2014	€925.800,00	AUTO		PE/ITEC-DIT-rFIS12 - LOT 1 - Rank 2	FRM	S
SERCO BELGIUM	Operation of the telephony, TV-distribution and videoconference services of the European Parliament and operation of the cabling infrastructure of the European Parliament	6 years	72 M	€30.000.000,00	2014	€3.694.124,26	AUTO		PE-ITEC-A-ITIM-EXPLOIT-TEL-2	FRM	S
SODAH ASS. MOM.	ICT Operation and Management Services	6	6	€95.000.000,00	2014	€144.000,00	AUTO		ITOMS13 - Rank 2	FRM	S
Software AG Belgium SA/NV	Acquisition de Licence et de Services (Maintenance Services)	Ind.	Ind.	N/A	2014	€184.735,70	AUTO		Software AG-L2003137	FRM	S
SOGATOS	Product evaluation, testing, customization and systems integration	2	5	€14.698.363,00	2014	€93.800,00	AUTO		PE/ITEC-ITS14 - Lot 5 - Rank 1	FRM	S
SOGETI Luxembourg	Test of developments	2	5	€9.472.000,00	2014	€364.080,00	AUTO		PE/ITEC-ITS14 - Lot 4 - Rank 1	FRM	S
SYNTAXIA - AS	Development expertise in documentary applications and content management systems	2	5	€34.100.000,00	2014	€398.281,87	AUTO		ITS08-L07-2	FRM	S
SYNTAXIA - IS	External service provision for IT services	2	5	€10.160.000,00	2014	€5.109.924,92	AUTO		ITS08-L01-1N	FRM	S
SYNTAXIA - IS	Product evaluation, testing and system integration.	2	5	€2.175.000,00	2014	€2.202.319,52	AUTO		ITS08-L09-1N	FRM	S
SYNTAXIA - IS	Database administration	2	5	€5.000.000,00	2014	€526.434,51	AUTO		ITS08-L15-1	FRM	S
SYNTAXIA - IS	Engineering and systems administration	2	5	€15.900.000,00	2014	€666.091,38	AUTO		ITS08-L16-1	FRM	S
SYNTAXIA - WEB	Internet and intranet dissemination of information	2	5	€43.300.000,00	2014	€419.955,00	AUTO		ITS08-L04-2	FRM	S

SYSTEMAT LUXEMBOURG PSF	Mobile Equipment (MEO). Sale, rental or leasing to the EU Institutions of non-complex hardware as set out in the Annex, and the provision of maintenance and Documentation	10	10	€9.999.999,00	2014	€457,75	MANUAL		DI/06610	FRM	S
SYSTEMAT LUXEMBOURG PSF	Sale, rental or leasing of complex or other hardware; provision of Informatics services being related to the provisions of Products.	4	9	€6.018.174,03	2014	€669.547,86	MANUAL		DI/06650	FRM	F
SYSTEMAT LUXEMBOURG PSF	Desktop personal computers - Desktop III	2	13	€11.848.659,04	2014	€453.342,60	AUTO		DI/07350	FRM	F
ITEC									55		

Les obligations contractuelles de longue durée concernent:

- tout contrat direct ou cadre avec une durée initiale prévue de plus de 4 années et avec une dépense annuelle réelle supérieure à 100.000 euros pour les contrats de services et fournitures, et supérieure à 1.000.000 euros pour les contrats de travaux;
 - tout contrat direct ou cadre avec une durée inférieure à 4 ans mais lié à un marché d'une durée prévue de plus de 4 ans lorsque la dépense annuelle du contrat dépasse les seuils indiqués ci-dessus;
 - tous les contrats d'achat d'immeubles: ces contrats seront exclusivement mentionnés l'année de leur signature, c'est à dire, lorsque l'acquisition a lieu;
 - tous les contrats emphytéotiques;
 - tous les contrats de bail avec une dépense annuelle réelle supérieure à 100.000 euros, indépendamment de leur durée;
 - tout contrat direct ou cadre de durée indéterminée avec une dépense annuelle réelle supérieure aux seuils fixés ci-dessus.
- Si un contrat inclus une fois dans le reporting d'une année, ne dépasse pas les seuils fixés pendant une ou plusieurs années après son inclusion, il devra quand même être renseigné.

Voir la note sur les contrats de longue durée telle qu'adoptée par le FMP. El est disponible sur:

http://www.epintranet.ep.parl.union.eu/intranet/ep/lang/fr/content/administrative_life/finance/contracts_subsidies/practical_guides

6.5. Procédures négociées exceptionnelles - articles 53, 134 et 135 RAP
Exceptional negotiated procedures - Articles 53, 134 and 135 RAP

PRODUCTION

DG	Service	Relevant AO	Contract Reference	Objet du marché	Type	Catégorie	Durée	Economic Operators	Montant	Devis e	Procédures négociées exceptionnelles	Justification légale	Commentaire	Award Date	Lots
ITEC	Direction générale de l'innovation et du support technologique	Giancarlo VILELLA	DI/07300 - DIGIT/R2/PN /2013/068 FOAE	Provision to the European Commission of Informatics and / or Telecommunication services further to a negotiated procedure (DIGIT/R2/PN/2013/068 "FOAE" Microsoft services) concerning the acquisition of Microsoft high level services and consultancy	Services	07 Services informatiques et services connexes	48 Mois	MICROSOFT BELGIUM NV	1.359.708,00	EUR	PN article 134	PN article 134.1 b)	Gama procedure No DIGIT/R2/PN/2013 /068 FOAE (Services)	15/04/14	1

6.6. Résultat des évaluations ex-post
Results of ex-post controls

N.A.

6.7. Fonctions sensibles
Sensitive posts

N.A.

6.8. Evaluation de la mise en oeuvre des normes minimales de contrôle interne
Assessment of the implementation of minimum internal control standards

Tableau synoptique d'évaluation

(base : normes de 2002)

N° norme 2002	N° norme 2014	achevée	presque	en partie	démarrée	à démarrer / NA
Section 1: Environnement de contrôle						
1. Déontologie et intégrité	2	X				
2. Mission, rôle et tâches	1	X				
3. Compétences du personnel	3	X				
4. Rendement du personnel	3, 4	X				
5. Fonctions sensibles	7	X				
6. Délégation	7	X				
Section 2: Performance et gestion des risques						
7. Fixation d'objectifs	5	X				
8. Programmation pluriannuelle	n/a		X			
9. Programme de travail annuel	5	X				
10. Contrôle de la performance sur la base d'objectifs et d'indicateurs	5		X			
11. Analyse et gestion du risque	6		X			
Section 3: Information et communication						
12. Information ad hoc en matière de gestion	12, 13	X				
13. Enregistrement du courrier et systèmes d'archivage	11, 12	X				
14. Signalement d'irrégularités	12	X				
Section 4: Activités de contrôle						
15. Documentation relative aux procédures	8, 13	X				
16. Séparation des tâches	8	X				
17. Surveillance	9	X				
18. Relevé des exceptions	8	X				
19. Continuité des opérations	10	X				
Section 5: Audit et évaluation						
20. Identification et correction des insuffisances du contrôle interne	15		X			
21. Rapports d'audit	16	X				
22. Examen annuel du contrôle interne	15	X				

À titre d'information ci – après un tableau de conversion des normes 2014 par rapport aux normes 2002.

N° norme 2014	N° norme 2002	achevée	presque	en partie	démarrée	à démarrer / NA
Section 1: Mission et valeurs						
1. Mission	2	X				
2. Valeurs éthiques et organisationnelles	1	X				
Section 2: Ressources humaines						
3. Affectation du personnel et mobilité	3	X affectation du personnel				X pour mobilité
4. Évaluation et développement du personnel	3, 4	X				
Section 3: Processus de planification et gestion des risques						
5. Objectifs et indicateurs de performance	7, 9, 10	X pour objectifs			X Les nouveau d'indicateurs de performance dans le cadre du SEF et PPP.	
6. Processus de gestion des risques	11		X			
Section 4: Opérations et activités de contrôle						
7. Structure opérationnelle	5, 6	X				
8. Processus et procédures	15, 18	X				
9. Supervision par le management	17		X			
10. Continuité des opérations	19		X			
11. Gestion des documents	13	X				
Section 5: Information et reporting financier						
12. Information et communication	13, 14	X				
13. Information comptable et financière	12	X				
Section 6: Évaluation et audit						
14. Évaluation des activités	n/a		X			
15. Évaluation des systèmes de du contrôle interne	20, 22	X				
16. Rapports d'audit	21	X				

Commentaires sur le résultat de l'exercice annuel de l'autoévaluation des NMCI

1. Normes évaluées **achevées - bonnes pratiques**

N° norme	Libellé norme	Commentaires sur la réalisation
1	Déontologie et intégrité	Information du personnel notamment via le site intranet (site financier, code de conduite) et les communications du Directeur Général.
2	Missions, rôles et tâches	Diffusion des lettres de mission au niveau DG, Direction, Unité. Site intranet. Photographie de services. Description de postes dans les affichages et la 1ère partie des rapports de notation. Néanmoins suite à réorganisation interne à la DIT et création en 2014 de deux nouvelles Directions (DES et ESIO) certains aspects de la missions et taches reste à compléter.
3	Compétences du personnel	Définition des connaissances et aptitudes nécessaires pour chaque poste dans la fiche métier. Entretiens de recrutement mené sur base de la fiche d'évaluation standard de la DG PERS. Examen des besoins de formation dans le cadre du RN (rapports de notation). Réponse rapide aux besoins de formation, y compris des nouveaux arrivés (responsabilité particulière dans l'Unité RH). Établissement d'un plan de formation annuel pour la DG. Politique de mobilité dans les parties de la DG où elle est possible.
4	Rendement du personnel	Procédure annuelle d'établissement des Rapports de notation.
5	Fonctions sensibles	Procédure formalisée.
6	Délégation	Établissement de délégations de signatures selon les modèles standard et gestion centralisée des délégations financière par Unité FIN de la DG ITEC
7	Fixation d'objectifs	Fait: établissement annuel d'objectifs au niveau DG, Direction, Unité et individuel, avec un certain nombre d'objectifs chiffrés et vérifiables et des indications de calendrier.
9	Programme de travail annuel	Fait: AWP, Programmation IT, organes de gouvernance, suivi financier (partie engagements), indicateurs d'avancement, suivi RH, suivi financier (partie paiements).

12	Information <i>ad hoc</i> en matière de gestion.	Examen mensuel de la situation de l'exécution budgétaire, et de tableaux de bord. De plus, point d'information lors des réunions mensuelles de management sur l'évolution de l'exécution budgétaire.
13	Enregistrement du courrier et systèmes d'archivages	Utilisation de GEDA (e.a. systématique pour les notes de saisines d'engagements budgétaires), archivage central financier et contractuel.
14	Signalement d'irrégularités	Fait: examen de la mise en œuvre de la norme dans le cadre de l'établissement de la Direction des Ressources (DIRES) et de l'Unité Marchés et Contrats (PAC). Ex en 2014, ITS 14.
15	Documentation relative aux procédures	Site intranet du PE volet " <i>finance</i> " réglementation, décisions, procédures. À compléter sur intranet DG ITEC: check-lists, templates notes de guidance pour services opérationnels et ordonnateurs.
16	Séparation des tâches	Mise en œuvre par la structure financière de la DG et l'application des Règles Internes.
17	Surveillance	Fait: Vérification Ex-Ante. Les mesures pourraient être renforcées par un Contrôle Ex-Post (contrôle a posteriori par échantillonnage).
18	Relevé des exceptions	Saisie dans FINORD des observations de la Vérification Ex-Ante, et relevé des exceptions -- voir Annexe 6.3.
19	Continuité des opérations	Ensemble de dispositions prises en matière de suppléance et de remplacement des acteurs financiers.
21	Rapports d'audit	Prise en compte et suivi des recommandations de l'Audit Interne et de la Cour des Comptes et mise en œuvre des mesures correctives nécessaire dans les domaines audités.
22	Examen annuel du contrôle interne	Effectué dans le cadre du Rapport Annuel d'Activité et également suivi périodiquement dans les rapports intermédiaires.

Bonnes pratiques:

- Norme 12: en matière budgétaire, distinction entre dépenses courantes (*business-as-usual*) et d'investissement (acquisitions, projets), et nomenclature des dépenses selon les domaines de TIC d'après un canevas standard reconnu (en TIC).
- Norme 18: établissement d'un rapport annuel de la Vérification Ex-Ante, permettant d'identifier d'éventuels problèmes systémiques.
- Norme 21: dialogue périodique (deux fois par an) et régulier avec l'IAS, au niveau du Directeur Général, pour le suivi des recommandations de l'IAS et mise en œuvre des mesures correctives nécessaire dans les domaines audités.

2. Normes évaluées **presque achevées - éléments à compléter**

N° norme	Libellé norme	<u>Eléments à compléter</u>
8	Programmation pluriannuelle	Fait: AWP et PPP, programmation de projets pluriannuel et "business as usual". L'IT Programme en 2014 le plan annuel informatique est élaboré sur base du cadre pluriannuel. Néanmoins, certaines difficultés persistent dans le cadre de la programmation liée à des projets "corporate" (Ex: FMS).
10	Contrôle de la performance sur base d'objectifs et d'indicateurs	Fait: rapports périodiques (RPA) et annuels (RAA). À améliorer / compléter: indicateurs de performance (KPI).
11	Analyse et gestion du risque	Fait: La Risk map et les risk register prioritaires de la DG ITEC ont été mise à jour et les risques transversaux identifiées. L'analyse des applications critiques a été lancée en partenariat avec les BA des DGs et une annexe spécifique est en place dans le cadre du développement de projet IT (business case et méthodologie IT). À compléter: les aspects liés à la sécurité informatique (gouvernance) et préparation d'une risk map pour les objectifs stratégiques de la DG ITEC.
20	Identification et correction des insuffisances du contrôle interne	Fait: rapport annuel de la vérification Ex-Ante, rapports du Contrôle Ex-Post. À améliorer: procédure pour identifier les éventuelles insuffisances du contrôle interne.

3. Normes évaluées **partielles** ou **démarrées - points faibles et pratiques**

N° norme	Libellé norme	<u>Points faibles et pratiques mises en place pour y faire face</u>

4. Normes évaluées **à démarrer** ou **non applicables**.

N° norme	Libellé norme	<u>Points faibles et pratiques mises en place pour y faire face</u>
N/A		



EP IT Project Portfolio

17 November 2014

2014 Status

Status of projects as of 12 November 2014

Status of Projects	Proj Progress						
Client DG	Ongoing	Pending	Delayed	Upcoming	Closed	Grand Total	
SG					1	1	2
DG PRES	5		1		4	2	12
DG IPOL	7				2	2	11
DG EXPO	2				2	3	7
DG EPRS	1		1			2	4
DG COMM	9	1	1		2	6	19
DG PERS	4				1	5	10
DG INLO	2		2		2	2	8
DG TRAD					1	1	2
DG INTE	7	1	1		2	2	13
DG FINS	5	1				1	7
DG SAFE	1						1
JURI						2	2
GIDOC	1						1
MEMBERS	2						2
Grand Total	46	3	6	17	29	101	
%	45,5%	3,0%	5,9%	16,8%	28,7%	100,0%	



Risk evaluation

High risks coloration

Description	Colour
Action completed or action ongoing and on track	
Action partly completed, some parts of the action have not yet been completed but will be completed in the foreseen timeframe or action is suffering from a delay	
Action is far from being completed/has not started or there is a serious problem with the implementation of the action	

	Number of "ongoing" actions	Total
Green	33	71,7%
Yellow	10	21,7%
Red	0	0,0%
Not defined	3	6,6%
Total	46	100%








DG ITEC-DIT-CONCEPT-PLANNING			EP Proj Ongoing						
ID	EP DG	Name	Current Planned Start	Current Planned Finish	2014				2015
					Q1	Q2	Q3	Q4	Q1
23	DG PRES	7 - MEP application upgrade - Implementation	Thu 04/07/13	Fri 31/10/14	PRJ-00001178				
26	DG PRES	MADIS (MEP replacement) Early Life Support	Mon 17/03/14	Wed 31/12/14	PRJ-00001259				
27	DG PRES	Rule 166 and 195(3) – Roll call Votes - (BPM)	Wed 16/04/14	Tue 31/03/15	PRJ-00001323				
29	DG PRES	2 - ACTES@SIMPLE(VOTES/META/CRE/F/META/CRE	Wed 14/09/11	Wed 31/12/14	PRJ-00000961				
33	DG PRES	Reengineering of CorCom application	Tue 01/04/14	Fri 21/08/15	PRJ-00001330				
35	DG IPOL	Lisbon Treaty (ITER and related applications)	Thu 01/09/11	Wed 01/07/15	PRJ-00000396				
36	DG IPOL	1 - Enhance visibility and accessibility of Committee web-pages	Tue 01/10/13	Sat 15/11/14	PRJ-00000957				
37	DG IPOL	3 - Web Portal for Petitions - Project Execution	Tue 01/01/13	Thu 15/01/15	0001095				
38	DG IPOL	AT4LEX - Authoring tool for legislative documents	Tue 01/01/13	Thu 31/08/17	PRJ-00001111				
41	DG IPOL	Document management for upload in AT4AM	Mon 03/03/14	Wed 31/12/14	PRJ-00001203				
44	DG IPOL	IPOL/EXPO research services – Implementation	Thu 11/09/14	Thu 31/12/15	PRJ-00001136				
45	DG IPOL	Committee Newsletters - Tool for editing and publishing	Mon 01/04/13	Wed 31/12/14	PRJ-00001136				
46	DG EXPO	CPLAN - Planning Tool for Committee Activities	Fri 01/07/11	Thu 31/12/15	PRJ-00000937				
51	DG EXPO	Windows 7 build for the ACP and external meetings	Sat 01/03/14	Thu 30/10/14	PRJ-00001282				
53	DG COMM	3 - Contribution and publication tools for Europarl	Wed 28/03/12	Wed 31/12/14	PRJ-00000854				
56	DG COMM	7 - Citizens/Civil society/media contact database - Implementation	Wed 23/10/13	Sat 15/11/14	PRJ-00001188				
60	DG COMM	CoMove- Coordinated move in case of change in ringbook or internal demand	Mon 01/09/14	Tue 31/03/15	PRJ-00001204				
61	DG COMM	MEPs Interactive Touchscreens for EPIOs	Thu 01/05/14	Wed 31/12/14	PRJ-00001226				
62	DG COMM	Further development of Memoire	Mon 23/06/14	Sun 26/04/15	PRJ-00001227				
63	DG COMM	WISEP FIVISIT GEVISIT audit reporting	Wed 15/10/14	Wed 31/12/14	PRJ-00001230				

No Risk Defined		High Risk		Low Risk	
Baseline		Medium Risk			








DG ITEC-DIT-CONCEPT-PLANNING			EP Proj Ongoing						
ID	EP DG	Name	Current Planned Start	Current Planned Finish	2014				2015
					Q1	Q2	Q3	Q4	Q1
64	DG COMM	WISEP MEP module	Mon 23/06/14	Sun 26/04/15					PRJ-00001231
66	DG COMM	Storage of collection-related images for the House of European History	Fri 01/08/14	Wed 31/12/14					PRJ-00001233
70	DG COMM	CABLING JAN-ASP	Wed 01/01/14	Wed 31/12/14					PRJ-00001237
72	DG PERS	Abandon of Arpege 3 - Implementation	Fri 01/11/13	Sat 31/12/16					PRJ-00001193
74	DG PERS	Modernisation of Intranet website of the DG Personal	Mon 02/12/13	Wed 31/12/14					PRJ-00001241
76	DG PERS	Electronic declaration of Missions expenses	Wed 01/05/13	Wed 31/12/14					PRJ-00001175
81	DG PERS	Streamline to SYSPER 2: People, Organizational Chart, Careers, Time	Tue 15/10/13	Sun 31/12/17					PRJ-00001238
82	DG INLO	Outil intégré de gestion du mobilier et des stocks (BPM)	Tue 01/10/13	Fri 28/11/14					PRJ-00001151
83	DG INLO	Gestion des Appels à Manifestation d'Interet - AMI	Thu 15/08/13	Wed 31/12/14					PRJ-00001155
92	DG INTE	4 - PERICLES archiving	Fri 01/07/11	Fri 26/12/14					PRJ-00000876
93	DG INTE	3 - PERICLES-GRIF link - next steps	Sun 01/01/12	Sun 30/11/14					PRJ-00001085
95	DG INTE	New web interface to request meetings in a structured way.	Sun 31/03/13	Tue 14/04/15					PRJ-00001131
96	DG INTE	Review of current processes in view of a Pericles application upgrade (BPM)	Thu 01/05/14	Mon 02/02/15					PRJ-00001154
97	DG INTE	PERICLES - Web Calendar - Implementation	Thu 31/01/13	Thu 31/12/15					PRJ-00001167
98	DG INTE	ACI Payment Management, Reporting & Planning Tool (GEFIN)	Tue 10/12/13	Thu 11/12/14					PRJ-00001209
99	DG INTE	Billing of 'Consulting' and Services to Other Institutions	Mon 01/09/14	Thu 30/04/15					PRJ-00001213
106	DG FINS	FMS - Financial management system	Sun 01/06/14	Thu 31/12/15					PRJ-00001229
107	DG FINS	FMS - Financial management system - interfaces	Wed 19/02/14	Fri 19/02/16					PRJ-00001229
108	DG FINS	FMS - Blue Print	Thu 01/09/11	Fri 19/12/14					PRJ-00000963
109	DG FINS	FMS Project	Tue 30/12/14	Thu 31/12/15					

No Risk Defined		High Risk		Low Risk	
Baseline		Medium Risk			








DG ITEC-DIT-CONCEPT-PLANNING			EP Proj Ongoing						
ID	EP DG	Name	Current Planned Start	Current Planned Finish	2014				2015
					Q1	Q2	Q3	Q4	Q1
110	DG FINS	1 - New Statute - Members Portal	Fri 01/01/10	Thu 31/12/15					PRJ-00000873
172	DG EPRS	6 - Glass Room (Access to documents) - Remplacement de l'application	Thu 01/03/12	Thu 18/12/14	PRJ-00000978				
176	DG SAFE	Early Warning Messages System	Fri 01/03/13	Wed 31/12/14	RJ-00001139				
177	GIDOC	COMAP	Sat 01/01/11	Wed 31/12/14	PRJ-00000781				
180	MEMBERS	New videoconferencing infrastructures for MEPs	Sun 01/01/12	Wed 31/12/14	PRJ-00001005				
181	MEMBERS	External video infra. Webex & new functions	Sun 01/01/12	Wed 31/12/14	PRJ-00001006				

No Risk Defined		High Risk		Low Risk	
Baseline		Medium Risk			








DG ITEC-DIT-CONCEPT-PLANNING				EP Proj Upcoming		
ID	EP DG	Name	Current Planned Start	Current Planned Finish	2015	
					Q4	Q1
22	SG	1 - New PREQUEST – Implementation	Sat 15/11/14	Mon 01/02/16	PRJ-00001327	
24	DG PRES	EP-Greffe : Allow reception of documents from Institutions other than	Mon 08/12/14	Tue 10/03/15	PRJ-00001196	
25	DG PRES	IT treatment of the table of national Parliaments' submissions	Wed 01/10/14	Tue 30/12/14	PRJ-00001197	
30	DG PRES	8 - Transmission des textes adoptés	Thu 01/01/15	Thu 31/12/15	PRJ-00001195	
32	DG PRES	OEIL RoP and modernizing OEILATL	Wed 10/09/14	Tue 12/05/15	PRJ-00001342	
42	DG IPOL	Committees' Work in Progress extraction	Sat 01/11/14	Wed 31/12/14	PRJ-00001215	
43	DG IPOL	Web Portal Early Life Support	Mon 01/12/14	Sun 15/02/15	PRJ-00001258	
49	DG EXPO	AM4AP - logiciel pour traiter les amendements des assemblees	Wed 01/10/14	Wed 31/12/14	PRJ-00001198	
52	DG EXPO	Mission Crisis Management	Thu 01/01/15	Thu 31/12/15	PRJ-00001347	
55	DG COMM	Tablet APP for journalists	Wed 15/10/14	Wed 31/12/14	PRJ-00001199	
58	DG COMM	EP Patronage	Mon 01/09/14	Wed 31/12/14	PRJ-00001242	
79	DG PERS	EP Organigram - Implementation	Thu 01/01/15	Tue 31/03/15	PRJ-00001346	
88	DG INLO	Digital display infrastructure for publishing events (ushers) - BPM	Sat 01/11/14	Sat 28/02/15	PRJ-00001364	
89	DG INLO	Manage requests for catering when events occur	Wed 01/04/15	Fri 30/10/15	PRJ-00001357	
90	DG TRAD	BPM : Integrated environment for Translators-service interface for	Fri 03/10/14	Thu 31/12/15	PRJ-00001357	
100	DG INTE	Interpreter Availabilities Counting Tool	Mon 01/12/14	Tue 31/03/15	PRJ-00001214	
101	DG INTE	Interpreter Advanced Matching Profile	Mon 01/12/14	Tue 31/03/15	PRJ-00001216	

No Risk Defined		High Risk		Low Risk	
Baseline		Medium Risk			



DG ITEC-DIT-CONCEPT-PLANNING		EP Proj Delayed-Pending					
ID	EP DG	Name	Current Planned Start	Current Planned Finish	2015		
					Q3	Q4	Q1
31	DG PRES	1 - Members activities (déclarations écrites) - Implementation	Mon 05/01/15	Thu 30/04/15			PRJ-00001322
59	DG COMM	EPMM - European Parliament Media Monitoring Platform	Mon 01/07/13	Wed 31/12/14	PRJ-00001243		
71	DG COMM	Social Media Content Manager	Fri 31/05/13	Fri 31/05/13			
84	DG INLO	BPM update "Catering"	Mon 03/11/14	Thu 30/04/15			PRJ-00001158
85	DG INLO	Building plans and Document management tool (POC)	Thu 01/01/15	Thu 31/12/15			PRJ-00001280
102	DG INTE	Meeting Information & Notes Application	Mon 02/12/13	Wed 31/12/14	PRJ-0000117		
104	DG INTE	Audio Recordings Online (Implementation)	Thu 17/04/14	Sat 31/05/14			
105	DG FINS	FMS Testing 2013-2016	Mon 01/07/13	Sat 31/12/16	PRJ-00001181		
174	DG EPRS	AsKEP Project	Mon 17/02/14	Tue 30/09/14			






No Risk Defined		High Risk		Low Risk	
Baseline		Medium Risk			



DG ITEC-DIT-CONCEPT-PLANNING				EP Proj Ongoing					
ID	EP DG	Name	Current Planned Start	Current Planned Finish	2014				2015
					Q1	Q2	Q3	Q4	Q1
23	DG PRES	7 - MEP application upgrade - Implementation	Thu 04/07/13	Fri 31/10/14	PRJ-00001178				
26	DG PRES	MADIS (MEP replacement) Early Life Support	Mon 17/03/14	Wed 31/12/14	PRJ-00001259				
27	DG PRES	Rule 166 and 195(3) – Roll call Votes - (BPM)	Wed 16/04/14	Tue 31/03/15	PRJ-00001323				
29	DG PRES	2 - ACTES@SIMPLE(VOTES/META/CRE/F/META/CRE	Wed 14/09/11	Wed 31/12/14	PRJ-00000961				
33	DG PRES	Reengineering of CorCom application	Tue 01/04/14	Fri 21/08/15	PRJ-00001330				
35	DG IPOL	Lisbon Treaty (ITER and related applications)	Thu 01/09/11	Wed 01/07/15	PRJ-00000396				
36	DG IPOL	1 - Enhance visibility and accessibility of Committee web-pages	Tue 01/10/13	Sat 15/11/14	PRJ-00000957				
37	DG IPOL	3 - Web Portal for Petitions - Project Execution	Tue 01/01/13	Thu 15/01/15	0001095				
38	DG IPOL	AT4LEX - Authoring tool for legislative documents	Tue 01/01/13	Thu 31/08/17	PRJ-00001111				
41	DG IPOL	Document management for upload in AT4AM	Mon 03/03/14	Wed 31/12/14	PRJ-00001203				
44	DG IPOL	IPOL/EXPO research services – Implementation	Thu 11/09/14	Thu 31/12/15	PRJ-00001136				
45	DG IPOL	Committee Newsletters - Tool for editing and publishing	Mon 01/04/13	Wed 31/12/14	PRJ-00001136				
46	DG EXPO	CPLAN - Planning Tool for Committee Activities	Fri 01/07/11	Thu 31/12/15	PRJ-00000937				
51	DG EXPO	Windows 7 build for the ACP and external meetings	Sat 01/03/14	Thu 30/10/14	PRJ-00001282				
53	DG COMM	3 - Contribution and publication tools for Europarl	Wed 28/03/12	Wed 31/12/14	PRJ-00000854				
56	DG COMM	7 - Citizens'/Civil society/media contact database - Implementation	Wed 23/10/13	Sat 15/11/14	PRJ-00001188				
60	DG COMM	CoMove- Coordinated move in case of change in ringbook or internal demand	Mon 01/09/14	Tue 31/03/15	PRJ-00001204				
61	DG COMM	MEPs Interactive Touchscreens for EPIOs	Thu 01/05/14	Wed 31/12/14	PRJ-00001226				
62	DG COMM	Further development of Memoire	Mon 23/06/14	Sun 26/04/15	PRJ-00001227				
63	DG COMM	WISEP FIVISIT GEVISIT audit reporting	Wed 15/10/14	Wed 31/12/14	PRJ-00001230				



DG ITEC-DIT-CONCEPT-PLANNING			EP Proj Delayed-Pending				
ID	EP DG	Name	Current Planned Start	Current Planned Finish	2015		
					Q3	Q4	Q1
31	DG PRES	1 - Members activities (déclarations écrites) - Implementation	Mon 05/01/15	Thu 30/04/15			PRJ-00001322
59	DG COMM	EPMM - European Parliament Media Monitoring Platform	Mon 01/07/13	Wed 31/12/14	PRJ-00001243		
71	DG COMM	Social Media Content Manager	Fri 31/05/13	Fri 31/05/13			
84	DG INLO	BPM update "Catering"	Mon 03/11/14	Thu 30/04/15			PRJ-00001158
85	DG INLO	Building plans and Document management tool (POC)	Thu 01/01/15	Thu 31/12/15			PRJ-00001280
102	DG INTE	Meeting Information & Notes Application	Mon 02/12/13	Wed 31/12/14	17		
104	DG INTE	Audio Recordings Online (Implementation)	Thu 17/04/14	Sat 31/05/14			
105	DG FINS	FMS Testing 2013-2016	Mon 01/07/13	Sat 31/12/16			PRJ-00001181
174	DG EPRS	AsKEP Project	Mon 17/02/14	Tue 30/09/14			

No Risk Defined		High Risk		Low Risk	
Baseline		Medium Risk			





Thank you

DG ITEC Forum 2014

The DG ITEC Forum 2014 was held on 18, 19 and 20 November in the European Parliament.

The forum was a three day event comprising of a conference, special workshops and an exhibition of some of the most innovative services DG ITEC offers to MEPs and staff in relation to Mobility.

At the exhibition space of the Forum, some of DG ITEC's latest technologies were presented in an individual and interactive way to Members and staff.

Participants had the opportunity to take a guided tour through the stands showcasing our most innovative services, such as EP Intranet, eCommittee/eMeeting, AT4AM and the EDIT catalogue.

Members and their assistants could also find out all about the tablets that are available for MEPs via the Mobility Programme as well as preview and test the Knowledge Management Portal and the MEPs' Portal.

During the three days, colleagues from the communication service answered many questions from MEPs and EP staff in relation to DG ITEC services.



On Wednesday 19 November, a conference on information technology and innovation was hosted by Vice-President Adina Ioana Vălean. In her opening speech Ms Vălean welcomed everybody to the conference and underlined the EP's commitment to empower MEPs through technology and to making a paperless parliament a reality.

"I'm very interested in ICT technologies interacting with citizens & bringing MEPs closer to them" Ms Vălean added.

Mr Geert Jan Hamilton, the Secretary-General of the Dutch Senate also gave a presentation. In it, he outlined how the Dutch Senate had completely replaced paper meeting documents with a tablet application and digitised the legislative process.

"The success of this exercise completely exceeded our expectations", underlined Mr Hamilton.

Since 2011, The Netherlands has been actively striving towards a 'paper poor parliament'. These plans had been on the books for a decade, but the emerging tablet market made the implementation suddenly feasible.

"Every week, senators received a metre tall stack of paper" Mr Hamilton described the situation before the introduction of tablets in the senate. The Dutch Senate is now using a custom app that bundles all documents including the plenary agenda, with integrated security. The app also includes mobile printing and a fast way to contact the clerk of a specific committee.

"Acceptance of the tablets on behalf of the Dutch Senators was higher than expected", Mr Hamilton said pointing out that the Dutch Senate is now an e-Parliament and savings on printing and paper distribution are approximately 270.000 euro this year.



A panel discussion followed, with Vice-President Rainer Wieland and MEP David Borrelli exploring different perspectives on how information can be shared and used to empower the democratic process.

Vice-President Reiner Wieland said that he hoped to get 50% of the MEPs on board, in contrast to the Dutch Senate's 'cold turkey' approach, which he considered a rather daring decision. In his closing remarks Mr Wieland underlined that the ever-increasing speed of ICT developments pose challenges for society and expressed his support for an environment friendly EP.

Mr Borrelli, MEP and member of the Italian Five-Star Movement, presented the way the movement grew out of the blog of Mr Beppe Grillo. He underlined that internet was an important catalyst from the start. "Thanks to the internet, direct democracy is now possible" Mr Borelli concluded.

MEP Claude Moraes raised the issue of mass surveillance, praising the co-operation and openness his committee had been given by DG ITEC in its investigations. Mr Moraes, rapporteur of the LIBE enquiry on electronic mass surveillance, summarised the conclusions of the report related to the security of the European Parliament.

"I would like to see the establishment of a 'European Digital Bill of Rights' as a more proactive approach", Mr Moraes concluded.

Giancarlo Vilella, Director General of DG ITEC, wrapped up the debate by restating the DG's commitment to maintaining security, delivering new services and boosting the Parliament's 'e-capabilities'. "Mobility is our key focus, but we also focus on efficiency, transparency, security and data protection", he added.

In her closing comments, Vice-President Adina-Ioana Vălean said that IT had a key role to play in boosting democracy and the efficiency of the EP.

Workshops

On the same day of the conference, Wednesday 19 November, two workshops were held. The first one on "Mobility in the European Parliament" was hosted by Steen Eilertsen, Director for Development and Support at DG ITEC, along with Virpi Köykkä, head of DG ITEC's Intranet Services Unit and Stephen Quest, Director-General of DIGIT at the European Commission.

During the workshop, Mr Eilertsen presented the European Parliament's mobile infrastructure underlining that a number of apps available today support IOS, Android and Windows. "The parliament's Wi-Fi network has 3,500 access points, and serves up to 7 million connections per week", he said. "While infrastructure is important, you also need applications to provide value to mobility" he concluded.

Ms Köykkä gave an overview of the eMeeting and eCommittee applications, part of the paperless programme. Both applications were, from the onset, designed for tablet use, she explained, although one can also use them on desktop. Ms Köykkä emphasised the challenges in getting a large and diverse population of MEPs to take up these new working tools. Adoption is a lot simpler when a committee chair gets behind the idea and stops the distribution of paper documents, she underlined.

Mr Quest mentioned that the European Commission opted for a blended approach, a mix between corporate devices and BYOD (Bring Your Own Device). Mr Quest briefly

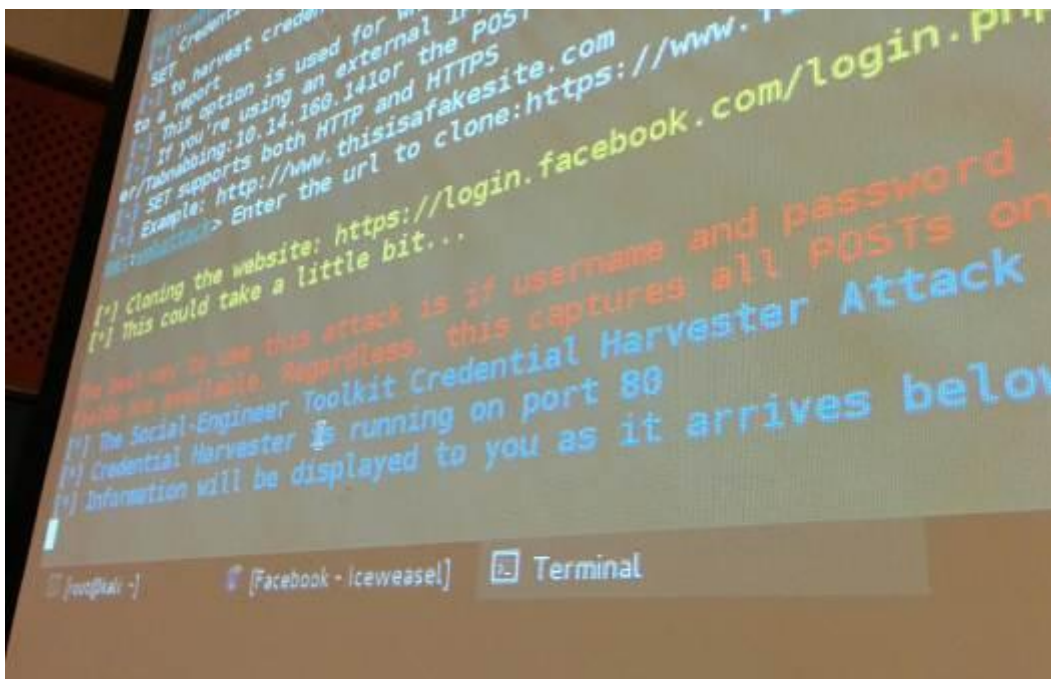
explained the Mobile Device Management (MDM), which provides a secured container on the device for corporate data and apps.

The EC chooses to subsidise work-related apps on BYOD devices, he said. The EC has a corporate app store, but is also crowd sourcing ideas from staff about useful apps. He acknowledged that "Wi-Fi is EC's Achilles heel" and praised EP for having done a lot on this domain.

The second workshop on ICT Security was hosted by Pascal Paridans, acting Director of Infrastructure and Equipment at DG ITEC, with Freddy Dezeure, Head of EU-CERT. This action-filled workshop focused on attacks and risks.

Mr Dezeure explained the mission of CERT-EU and presented the high-end of the threat landscape, including targeted persistent threats and state actors. He mentioned the subcontractor as a vector for infection. Mr Dezeure ran through a long list of very recent sophisticated attacks. He described how CERT-EU tried to mitigate these risks.

"With 3 priorities: Prevention, Detection and Incident response coordination" he said and added that they work with a number of partners, both inside the European Institutions and with the national CERTs in the Member States, the private sector and the best ICT security companies in the world.



Next, European Parliament's security experts presented a live demo of a phishing attack. On one screen, participants could see the unsuspecting user connecting to a fake Facebook site, and logging in. While on another screen, they could see the attacker intercepting his credentials.

Next up was a live demo of a man-in-the-middle attack. The last demo presented how to get confidential data from a USB key. The morals of these stories:

- a) don't store sensitive data on portable media without encryption and
- b) be very wary of public Wi-Fi networks.

During the Q&A session the question "if cloud storage is safe?" was raised. "It depends on the data, cloud storage has risks; the EP does not allow cloud storage for sensitive data" Mr Paridans said. "Our role is to provide the highest level of security so that the EP can do its work, while keeping users safe".

On the last day of the event, Thursday 20 November, a demo of the new Knowledge Management (KM) portal took place at the DG ITEC Forum expo hall. Apart from DG ITEC's staff, there was a testimonial from DG INTE colleagues about their KM Portal experience.

The Knowledge Management Portal sprung from a request in the plenary to facilitate access to information. It provides a personal 'dashboard' where you can organise the data that is most relevant to you. This is not only limited to in-house data, but also external sources, such as RSS feeds, can be integrated. The dashboard can be divided up in different 'tabs' and these tabs can be shared with others. The information from different sources on your dashboard is auto-updated.



"We had an excellent cooperation with DG ITEC, they were always there to help us, always listening" said INTE colleagues. The search engine received a lot of praise, and the context awareness of it seemed to have profoundly impressed our colleagues.

"As an interpreter, the Knowledge Management Portal is certainly a time-saving tool for me" said one of the interpreters. Marc Rossi invited everybody to try the KM Portal and to provide their feedback. "We need your feedback to continuously improve our product" said Mr Rossi, before wrapping up the demo above the applause.

During the DG ITEC Forum 2014, three Vice-Presidents, more than fifty MEPs and EP staff visited the exhibition hall and participated in the Conference and the workshops. Thank you all.